



EUROBAROMÈTRE STANDARD 100

La réponse de l'UE à la guerre en Ukraine

Rapport Eurobaromètre

Octobre — novembre 2023

Cette enquête a été demandée et coordonnée par la Commission européenne, direction générale de la communication.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. Les interprétations et opinions qu'il contient sont uniquement celles des auteurs.

Titre du projet	Eurobaromètre standard 100 — Automne 2023 La réponse de l'UE à la guerre en Ukraine
Version linguistique	FR
Médias/Volume	PD F/Volume_OI
Numéro de catalogue	NA-AO-23-O46-EN-N
ISBN	978-92-68-09992-6
ISSN	1977-3927
DOI	10.2775/45437 I

© Union européenne, 2024

<https://www.europa.eu/eurobarometer>

Crédit photo: Getty Images



Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europe-Démocratie-Esperanto](#)

Le but de ce document «provisoire» est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts). **Sans traductions, les gens sont exclus du débat.**

Ce document «Eurobarometer» était [uniquement en français, allemand et anglais](#), dans un fichier pdf. À partir de ce fichier initial, nous avons réalisé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont désormais [disponibles dans toutes les langues officielles](#).

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction de documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale Espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous:

[Kontakto \(europokune.eu\)](mailto:Kontakto@europokune.eu)

<https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE>

Table des matières

Introduction.....	4
I. La réponse de l'UE à la guerre en Ukraine.....	7
II. Mesures prises en réponse à la guerre en Ukraine.....	14
III. Conséquences de la guerre en Ukraine.....	29
IV. La sécurité européenne menacée.....	35
V. L'action future de l'UE à la suite de la guerre.....	40
1. Coopération en matière de défense dans l'UE.....	41
2. La sécurité énergétique dans l'UE.....	49
Conclusion.....	60
Commentaires.....	63



Introduction

L'enquête Eurobaromètre standard 100 (EB100) d'octobre à novembre 2023 a été menée du 23 octobre au 17 novembre dans 37 pays ou territoires: les 27 États membres de l'Union européenne (UE), sept pays candidats (Albanie, Monténégro, Macédoine du Nord, Moldavie, Serbie, Turkiye et Bosnie-Herzégovine), la Communauté chypriote turque dans la partie du pays non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre, ainsi qu'au Kosovo¹ et au Royaume-Uni.

Le rapport complet de l'enquête Eurobaromètre standard 100 se compose de volumes multiples. Le premier volume présente les résultats de questions générales sur l'état de l'opinion publique dans l'Union européenne. Quatre autres volumes présentent les avis des Européens sur les thèmes suivants: les priorités de l'Union européenne, la citoyenneté européenne, les usages des médias et les opinions concernant l'invasion russe de l'Ukraine.

La guerre d'agression russe en Ukraine se poursuit, plus de 18 mois après son invasion le 24 février 2022. L'UE reste déterminée à soutenir l'Ukraine en apportant un soutien humanitaire, politique, économique et militaire, ainsi qu'en imposant onze paquets (à compter de juin 2023) de sanctions importantes à l'encontre de personnes, d'entités russes et du gouvernement russe. Pas plus tard que le 27 octobre 2023, les dirigeants de l'UE ont réitéré leur condamnation de la guerre d'agression de la Russie.²

Depuis le début de la guerre, l'UE et ses États membres ont fourni plus de 82 milliards d'euros de soutien économique, humanitaire et militaire à l'Ukraine.³ Reconnaissant que le début de l'hiver pose des défis supplémentaires aux communautés déjà vulnérables en Ukraine, en novembre 2023, la Commission européenne a alloué 110 millions d'euros d'aide humanitaire, portant le total de l'aide humanitaire fournie par l'UE depuis le début de la guerre à 843 millions d'euros.⁴ En outre, l'UE abrite actuellement 4,2 millions d'Ukrainiens qui ont fui l'invasion et bénéficient du mécanisme de protection temporaire adopté en mars 2022 et récemment prolongé jusqu'en mars 2025.⁵

Le 8 novembre 2023, la Commission européenne a recommandé au Conseil européen de négocier l'accès ouvert de l'UE avec l'Ukraine dans le cadre du train de mesures sur l'élargissement de 2023.⁶

Ce volume de l'enquête Eurobaromètre standard d'octobre-novembre 2023 analyse les opinions des citoyens européens sur la guerre en Ukraine et ses conséquences. Ce rapport fait suite à des enquêtes antérieures sur le même sujet en mai-juin 2023 (EB99), janvier-février 2023 (EB98), juin-juillet 2022 (EB97) et octobre-novembre 2022 (Eurobaromètre spécial sur l'Ukraine, 98.1) et comprend des comparaisons avec l'enquête précédente (Eurobaromètre standard 99 printemps 2023). L'enquête couvre cinq thèmes identifiés par la Commission européenne:

- Satisfaction de la réponse de l'UE et des gouvernements nationaux à l'invasion de l'Ukraine;
- Force d'approuver les mesures économiques et humanitaires prises en réponse à l'invasion et l'octroi du statut de candidat à l'Ukraine;
- Si les Européens pensent que la guerre en Ukraine a eu de graves conséquences financières pour eux personnellement, ou de graves conséquences économiques pour leur pays;
- Que les Européens pensent ou non que l'invasion de l'Ukraine constitue une menace pour la sécurité de l'UE ou de leur pays;
- Soutien à l'action future de l'UE à la suite de la guerre, y compris la coopération en matière de défense, et les actions visant à garantir la sécurité énergétique.

1 Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

2 <https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/european-council/2023/10/26-27/>

3 <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/eu-response-ukraine-invasion/timeline-eu-response-ukraine-invasion/>

4 https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/news-stories/news/eu-providing-additional-eu-110-million-humanitarian-aid-support-ukrainians-affected-war-2023-11-14_en

5 <https://www.consilium.europa.eu/en/infographics/ukraine-refugees-eu/>

6 https://eu-solidarity-ukraine.ec.europa.eu/index_en

Méthodologie

La méthodologie utilisée est celle des enquêtes Eurobaromètre standard réalisées par la direction générale de la communication (unité «Suivi des médias et Eurobaromètre»)⁷. Une note technique relative aux entretiens menés par les instituts du réseau Kantar est jointe en annexe au présent rapport. Il spécifie également des intervalles de confiance.

À la suite du règlement général de l'UE sur la protection des données⁹ (RGPD), il a été demandé aux répondants s'ils accepteraient ou non de poser des questions sur des questions pouvant être considérées comme «sensibles».

Note: Dans le présent rapport, les pays de l'UE sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans le présent rapport correspondent à:

Belgique	ÉTRE	Lituanie	LT
Bulgarie	BG	Luxembourg	LU
Tchéquie	CZ	Hongrie	HU
Danemark	DK	Malte	MT
Allemagne	DE	Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Autriche	CHEZ
Irlande	IE	Pologne	PL
Grèce	EL	Portugal	PT
Espagne	ES	Roumanie	RO
France	FR	Slovénie	SI
Croatie	RH	Slovaquie	SK
Italie	ELLE	Finlande	FI
République de Chypre	CY*	Suède	SE
Lettonie	LV	Macédoine du Nord	MK
Communauté chypriote turque	CY (tcc)	Serbie	RS
Albanie	AL	Turquie	TR
Bosnie-Herzégovine	BA	Le Royaume-Uni	BRITANNIQUE
Moldavie	MD		
Monténégro	MOI		
Kosovo ¹⁰	XK		

Union européenne — moyenne pondérée pour les 27 États membres de l'Union européenne	EU-27
BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK, LV, LT, HR	Zone euro
BG, CZ, DK, HU, PL, RO, SE	Hors zone euro

* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'Union européenne. Toutefois, l'«acquis communautaire» a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont inclus dans la catégorie «CY» et dans la moyenne de l'EU-27.

Nous tenons à remercier les citoyens de toute l'Europe qui ont donné leur temps pour participer à cette enquête.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

7 <https://www.europa.eu/eurobarometer>

8 Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqués dans les tableaux du présent rapport peut dépasser 100 % lorsque le répondant a pu choisir plusieurs réponses à la même question.

9 2016/6791

10 Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.



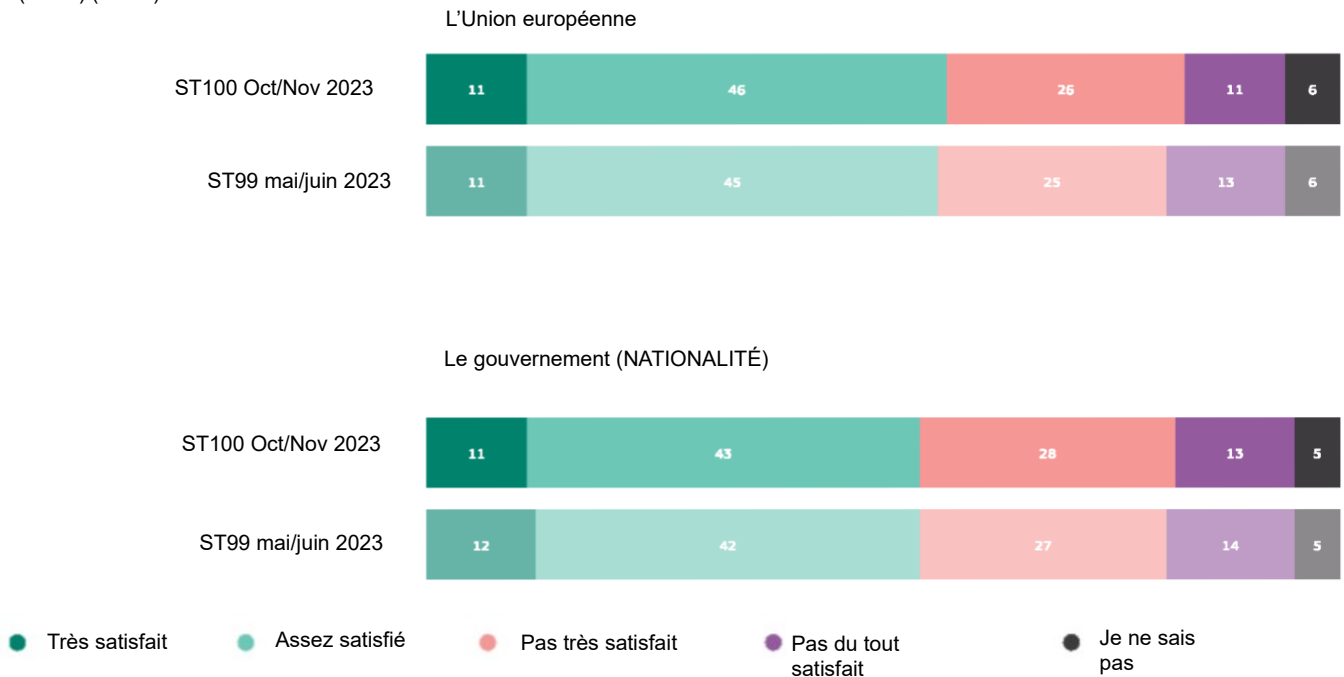
I. La réponse de l'UE à la guerre en Ukraine

La majorité des citoyens de l'UE sont satisfaits de la réponse de l'UE et des gouvernements nationaux à l'invasion russe de l'Ukraine.

Près de six sur dix sont satisfaits de la réponse de l'UE à l'invasion russe de l'Ukraine (57 %, + 1 point de pourcentage depuis mai-juin 2023), 11 % (sans changement) se disant «très satisfaits». ¹¹ Près de quatre répondants sur dix (37 %, -1 pp) sont insatisfaits, dont 11 % (-2 pp) qui ne sont «pas du tout satisfaits». Un peu plus d'un sur vingt (6 %, pas de changement) disent qu'ils ne savent pas.

La satisfaction à l'égard de la réponse du gouvernement national est légèrement plus faible, 54 % (sans changement) se disant satisfaits, dont 11 % (-1 point de pourcentage) qui se disent «très satisfaits». Un peu plus de quatre sur dix sont insatisfaits (41 %, pas de changement), 15 % (-1 point de pourcentage) se disant «pas du tout satisfaits». Un sur vingt (5 %, pas de changement) disent qu'ils ne savent pas.

QD1. En général, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la réponse à l'invasion russe de l'Ukraine par...? (UE27) (EN %)



11 QD1. En général, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la réponse à l'invasion russe de l'Ukraine par...? 1.1 Le gouvernement (NATIONALITÉ); 1.2 L'Union européenne

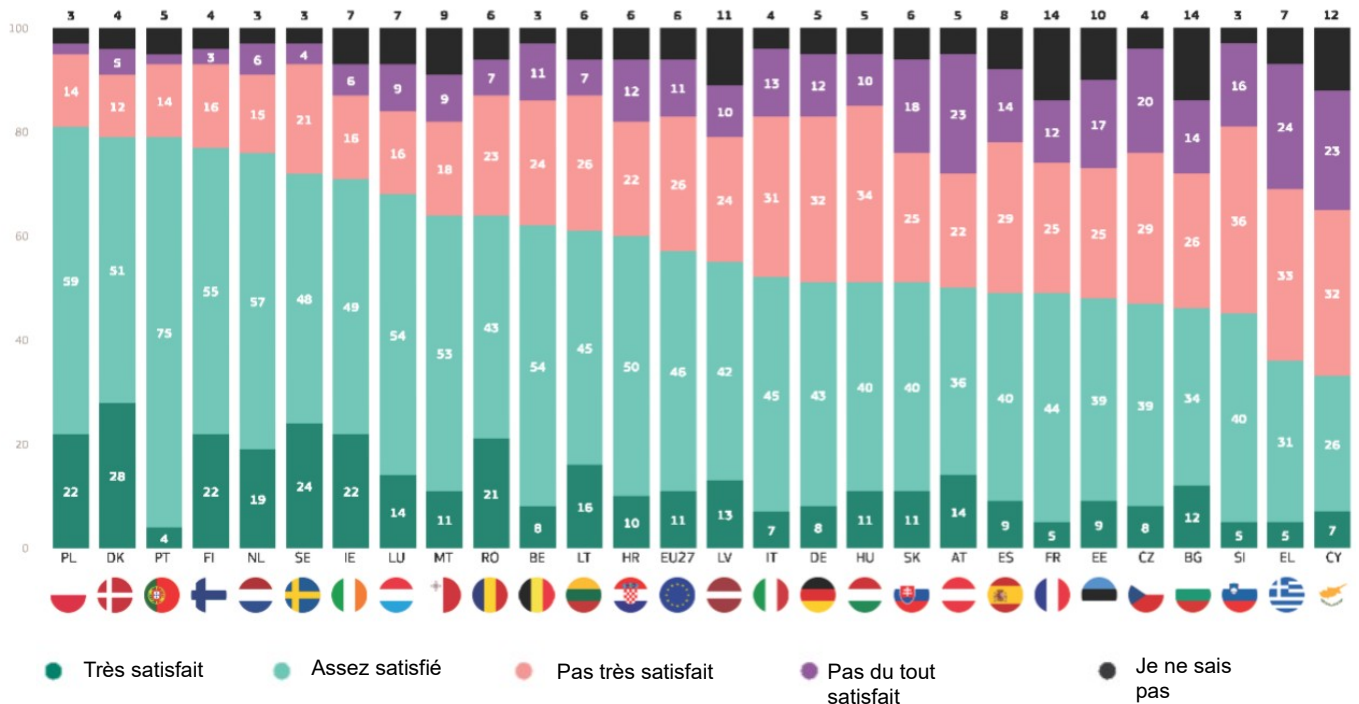
Dans 23 États membres de l'UE, la majorité est satisfaite de la manière dont l'UE a réagi à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et dans 13 pays, au moins six sur dix sont satisfaits.

Les niveaux de satisfaction les plus élevés sont observés chez les répondants en Pologne (81 %), au Danemark et au Portugal (79 % chacun), bien qu'une majorité en Bulgarie (46 % satisfait contre 40 % non satisfait), en Estonie (48 % contre 42 %), en France (49 % contre 37 %) et en Espagne (49 % contre 43 %) soient également satisfaits de la réponse de l'UE.

Il y a quatre pays où seule une minorité est satisfaite: Chypre (33 % contre 55 % non satisfaite), la Grèce (36 % contre 57 %), la Slovaquie (45 % contre 52 %) et la Tchéquie (47 % contre 49 %).

Dans six pays, au moins un sur cinq se dit «très satisfait» de la réponse de l'UE: Danemark (28 %), Suède (24 %), Irlande, Pologne et Finlande (22 % chacun) et Roumanie (21 %).

QD1.2. En général, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la réponse à l'invasion russe de l'Ukraine par...? —L'Union européenne (%)



Depuis mai-juin 2023, la satisfaction à l'égard de la réponse de l'UE à l'invasion de l'Ukraine par la Russie a augmenté dans 13 États membres de l'UE, les plus fortes augmentations observées en Roumanie (64 %, + 9 points de pourcentage) et en Autriche (50 %, + 7 points de pourcentage). En revanche, la satisfaction a diminué dans 12 pays, en particulier en Lettonie (55 %, - 8 pp) et en Irlande (71 %, - 6 pp) et en Grèce (36 %, - 6 pp). Il n'y a pas eu de changement d'opinion à Chypre, aux Pays-Bas ou en Finlande.

Par rapport au printemps 2023, la satisfaction est désormais le point de vue majoritaire en Estonie, en Hongrie et en Autriche, mais l'opinion minoritaire en Tchéquie.

(* Ce tableau est tiré de l'annexe)

QD1.2 En général, à quel point êtes-vous satisfait de la réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie... L'Union européenne (%)

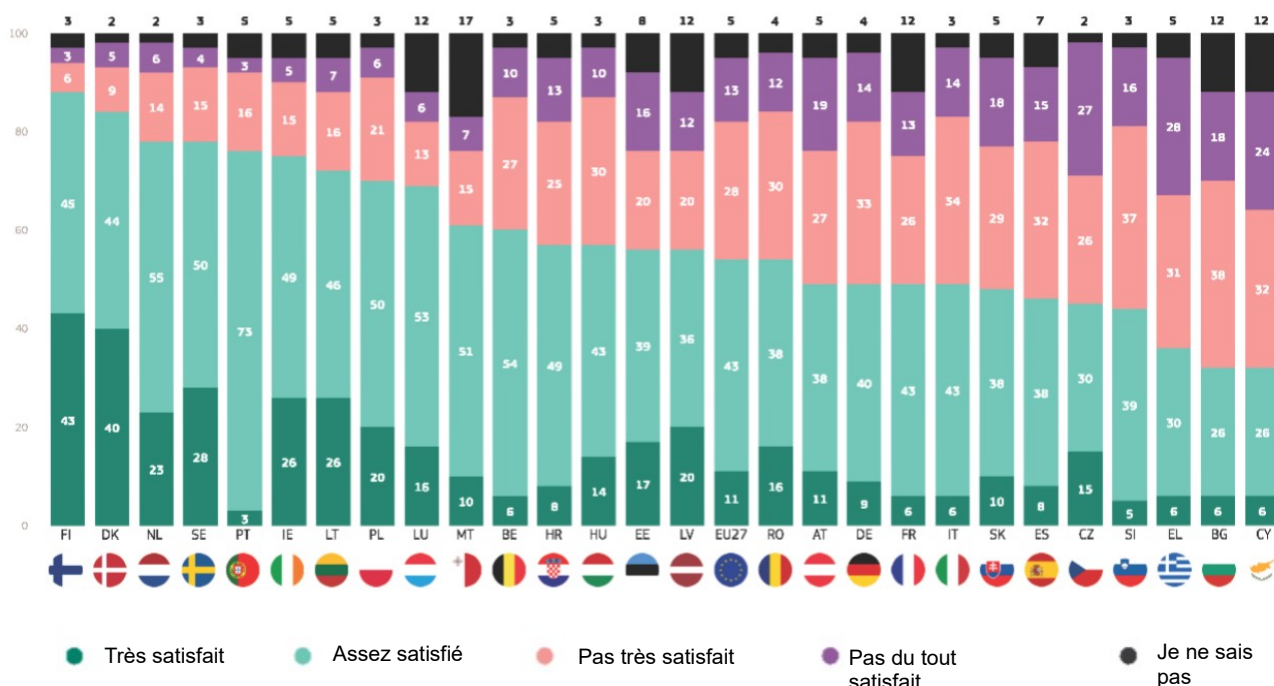
	EURO	HORS EURO	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
—Mai/juin 2023	-2	-1	4	1	2	0	-3	2	2	0	-1	-5	1	1	-3	3	1	0	-2	0	0	-7	-2	-1	-4	1	-4	-2	-2
Octobre/nov. 2023	7	5	3	14	4	4	5	10	7	7	8	14	6	4	12	11	6	7	5	9	3	5	3	5	6	3	6	4	3
Je ne sais pas	1	1	1	3	0	-1	0	2	2	1	0	2	2	-1	3	4	1	2	2	1	1	1	0	0	1	-3	-1	0	0
Octobre/nov. 2023	54	68	62	46	47	79	51	48	71	36	49	49	60	52	33	55	61	68	51	64	76	50	81	79	64	45	51	77	72
—Mai/juin 2023	0	1	1	-2	-6	2	1	3	-6	-6	-2	2	-4	-2	0	-8	-2	1	3	3	0	7	3	-2	9	-1	4	0	-2
Octobre/nov. 2023	39	27	35	40	49	17	44	42	22	57	43	37	34	44	55	34	33	25	44	27	21	45	16	16	30	52	43	19	25
—Mai/juin 2023	-1	-2	-2	-1	6	-1	-1	-5	4	5	2	-4	2	3	-3	4	1	-3	-5	-4	-1	-8	-3	2	-10	4	-3	0	2

La satisfaction de la réponse du gouvernement national à l'invasion russe de l'Ukraine varie considérablement, allant de 88 % des répondants en Finlande, 84 % au Danemark et 78 % aux Pays-Bas et en Suède à 49 % en Italie (contre 48 % non satisfaits), 49 % en France (contre 39 %) et 49 % en Allemagne (contre 47 %).

La satisfaction est l'opinion majoritaire dans 19 États membres de l'UE, tandis que dans les huit autres pays, la majorité est insatisfaite de la réponse de leur gouvernement national. La satisfaction est la plus faible parmi celles de Chypre, de Bulgarie (32 % chacune) et de Grèce (36 %).

Il y a huit pays où moins d'un sur cinq se dit «très satisfait» de la réponse de son gouvernement national, avec des niveaux particulièrement élevés observés en Finlande (43 %) et au Danemark (40 %).

QD1.1. En général, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la réponse à l'invasion russe de l'Ukraine par...? —Le gouvernement (NATIONALITÉ) (en %)



Dans 17 États membres de l'UE, la satisfaction du gouvernement national face à l'invasion russe de l'Ukraine a diminué depuis mai-juin 2023, les plus fortes baisses observées en Lettonie (56 %, -10 points de pourcentage) et en Lituanie (72 %, -5 points de pourcentage). Satisppction a augmenté dans huit pays dont la Slovaquie (48 %, + 8 pp), la Roumanie (54 %, + 7 pp) et l'Autriche (49 %, + 7 PP) et est restée inchangée au Danemark et en Hongrie.

Par rapport à l'enquête précédente au printemps 2023, la satisfaction est aujourd'hui le point de vue majoritaire en Autriche, en Allemagne, en Roumanie et en Slovaquie, mais l'opinion minoritaire en Tchéquie et en Espagne.

QD1.1 En général, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la réponse de la Russie à l'invasion de l'Ukraine par...? Le gouvernement (NATIONALITÉ) (%)

	EU-27	EURO	HORS EURO	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Satisfait»	54	52	63	60	32	45	84	49	56	75	36	46	49	57	49	32	56	72	69	57	61	78	49	70	76	54	44	48	88	78
—Mai/juin 2023	0	0	-2	-2	-3	-4	0	1	1	-3	-3	-1	1	-3	-3	-4	-10	-5	-1	0	6	2	7	-4	-3	7	-2	8	-2	-1
Total «Non satisfait»	41	42	33	37	56	53	14	47	36	20	59	47	39	38	48	56	32	23	19	40	22	20	46	27	19	42	53	47	9	19
—Mai/juin 2023	0	-1	1	1	0	5	1	-1	-2	2	2	0	-4	2	4	2	4	4	-2	0	-6	-2	-8	3	2	-7	5	-7	1	-1
Je ne sais pas	5	6	4	3	12	2	2	4	8	5	5	7	12	5	3	12	12	5	12	3	17	2	5	3	5	4	3	5	3	3
—Mai/juin 2023	0	1	1	1	3	-1	-1	0	1	1	1	1	3	1	-1	2	6	1	3	0	0	0	1	1	1	0	-3	-1	1	2

L'analyse socio-démographique montre qu'une majorité dans presque tous les groupes se dit satisfaite à la fois de la réponse de l'UE et de leur gouvernement national à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La satisfaction à l'égard de la réponse du gouvernement national à l'invasion est la plus élevée parmi ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (60 %), les gestionnaires (62 %), ceux qui n'ont jamais ou presque jamais de difficultés à payer leurs factures (59 %) et ceux qui se considèrent comme faisant partie du milieu supérieur (69 %) ou de la classe supérieure (68 %).

En revanche, l'insatisfaction est l'opinion majoritaire parmi les chômeurs (53 %) et ceux qui ont des difficultés à payer les factures la plupart du temps (55 %). L'opinion est partagée entre les personnes au foyer (46 % satisfaites contre 46 % insatisfaites).

QD1.1 En général, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la réponse à l'invasion russe de l'Ukraine par...? Le gouvernement (NATIONALITÉ) (% — UE)

	Total «Satisfait»	Total «non satisfait»	Je ne sais pas
EU-27	54	41	5
Sexe			
Homme	56	40	4
Femme	53	41	6
Âge			
15-24	56	36	8
25-39	54	41	5
40-54	56	40	4
55	53	42	5
Éducation (fin de)			
-15	46	45	9
16-19	51	44	5
20	60	36	4
Continue d'étudier	59	35	6
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleur indépendant	58	39	3
Gestionnaires	62	34	4
Autres colliers blancs	54	41	5
Travailleurs manuels	51	44	5
Personnes de la maison	46	46	8
Chômeurs	39	53	8
Retraité	54	40	6
Étudiants	59	35	6
Difficultés de paiement des factures			
La plupart du temps	40	55	5
De temps en temps	48	46	6
Presque jamais/jamais	59	36	5
Envisager d'appartenir à			
La classe ouvrière	46	45	9
La classe moyenne inférieure	50	45	5
La classe moyenne	57	39	4
La classe moyenne supérieure	69	29	2
La classe supérieure	68	29	3
Image de l'UE			
Positif	69	27	4
Neutre	49	43	8
Négatif	30	66	4

La réaction de l'UE face à l'invasion présente un schéma similaire de satisfaction. Les niveaux de satisfaction les plus élevés sont observés chez les personnes âgées de 15 à 24 ans (61 %), celles qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (62 %), les gestionnaires (64 %), les étudiants (63 %) et les autres cols blancs (60 %), ceux qui n'ont jamais ou presque jamais de difficultés à payer leurs factures (61 %), et ceux qui se considèrent comme appartenant à la classe supérieure (75 %) ou à la classe moyenne supérieure (71 %).

En revanche, une majorité de ceux qui ont terminé leurs études âgés de 15 ans ou moins (45 % contre 44 % satisfaits), les chômeurs (47 % contre 42 %) et ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps (51 %) ne sont pas satisfaits de la réponse de l'UE.

QD1.2 En général, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la réponse à l'invasion russe de l'Ukraine par...? L'Union européenne (% — UE)

	Total «Satisfait»	Total «non satisfait»	Je ne sais pas
EU-27	57	37	6
Sexe			
Homme	57	38	5
Femme	56	36	8
Âge			
15-24	61	30	9
25-39	57	36	7
40-54	58	37	5
55	54	39	7
Éducation (fin de)			
-15	44	45	11
16-19	55	39	6
20	62	33	5
Continue d'étudier	63	29	8
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleur indépendant	59	37	4
Gestionnaires	64	32	4
Autres colliers blancs	60	34	6
Travailleurs manuels	55	40	5
Personnes de la maison	46	43	11
Chômeurs	42	47	11
Retraité	53	39	8
Étudiants	63	29	8
Difficultés de paiement des factures			
La plupart du temps	41	51	8
De temps en temps	52	41	7
Presque jamais/jamais	61	33	6
Envisager d'appartenir à			
La classe ouvrière	46	43	11
La classe moyenne inférieure	52	41	7
La classe moyenne	60	35	5
La classe moyenne supérieure	71	26	3
La classe supérieure	75	23	2
Image de l'UE			
Positif	77	19	4
Neutre	49	42	9
Négatif	24	70	6



II. Mesures prises en réponse à la guerre en Ukraine

Le soutien à toute une série de mesures prises en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie reste très élevé, bien que l'approbation du soutien financier, du financement et de la fourniture d'équipements militaires et de l'octroi du statut de candidat à l'Ukraine ait diminué depuis mai-juin 2023.

Près de neuf personnes sur dix (89 %, + 1 point de pourcentage depuis mai-juin 2023) sont d'accord pour apporter un soutien humanitaire aux personnes touchées par la guerre, et la majorité (54 %, sans changement) «entièrement d'accord» avec cette action. Moins d'un sur dix (8 %, -1 PP) ne sont pas d'accord. ¹²Plus de huit personnes sur dix (84 %, -2 pp) sont d'accord pour accueillir les citoyens de l'UE fuyant la guerre, 45 % (-3 points de pourcentage) se disant «totalement d'accord». Un peu plus d'un sur dix (13 %, + 2 pp) disent être en désaccord avec cette action.

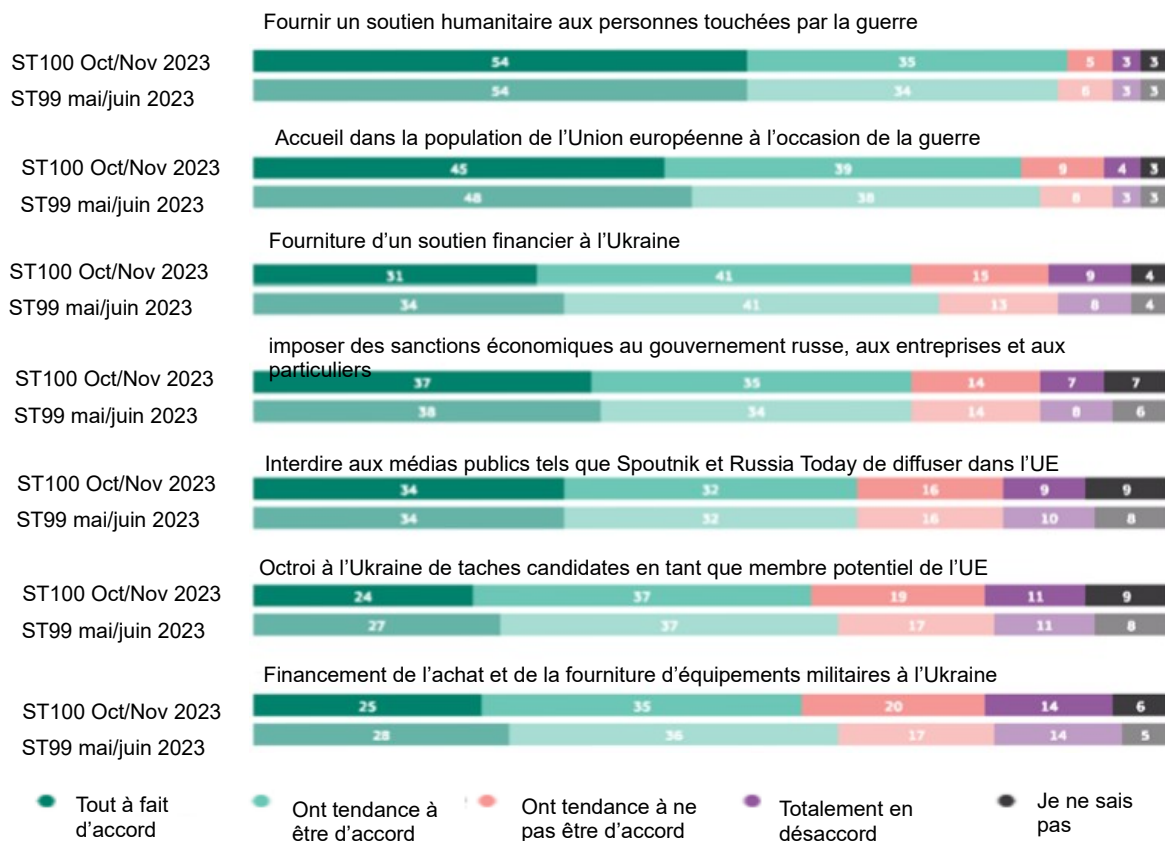
Plus de sept répondants sur dix sont d'accord pour fournir un soutien financier à l'Ukraine (72 %, -3 points de pourcentage), 31 % (-3 points de pourcentage) étant totalement d'accord. En revanche, près d'un quart (24 %, + 3 pp) déclarent être en désaccord. Plus de sept sur dix (72 %, aucun changement) sont également d'accord avec l'imposition de sanctions économiques au gouvernement, aux entreprises et aux particuliers russes, avec 37 % (-1 pp) totalement d'accord. Un peu plus d'un sur cinq (21 %, -1 pp) n'est pas d'accord avec cette action.

Les deux tiers (66 %, pas de changement) sont d'accord avec l'interdiction des médias publics tels que Spoutnik et Russia Today de diffuser dans l'UE, avec 34 % (sans changement) dans l'accord total. Un quart (25 %, 1 PP) ne sont pas d'accord.

Un peu plus de six sur dix (61 %, -3 points de pourcentage) sont d'accord avec l'octroi du statut de candidat en tant que membre potentiel de l'UE à l'Ukraine, dont 24 % (-3 points de pourcentage) qui «entièrement d'accord». Trois répondants sur dix ne sont pas d'accord (30 %, + 2 pp).

Enfin, six sur dix (60 %, -4 PP) sont d'accord avec le financement de l'achat et de la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine, dont 25 % (-3 PP) qui «entièrement d'accord». Plus d'un tiers (34 %, + 3 pp) sont en désaccord avec cette action.

QD2 L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. (UE27) (%)

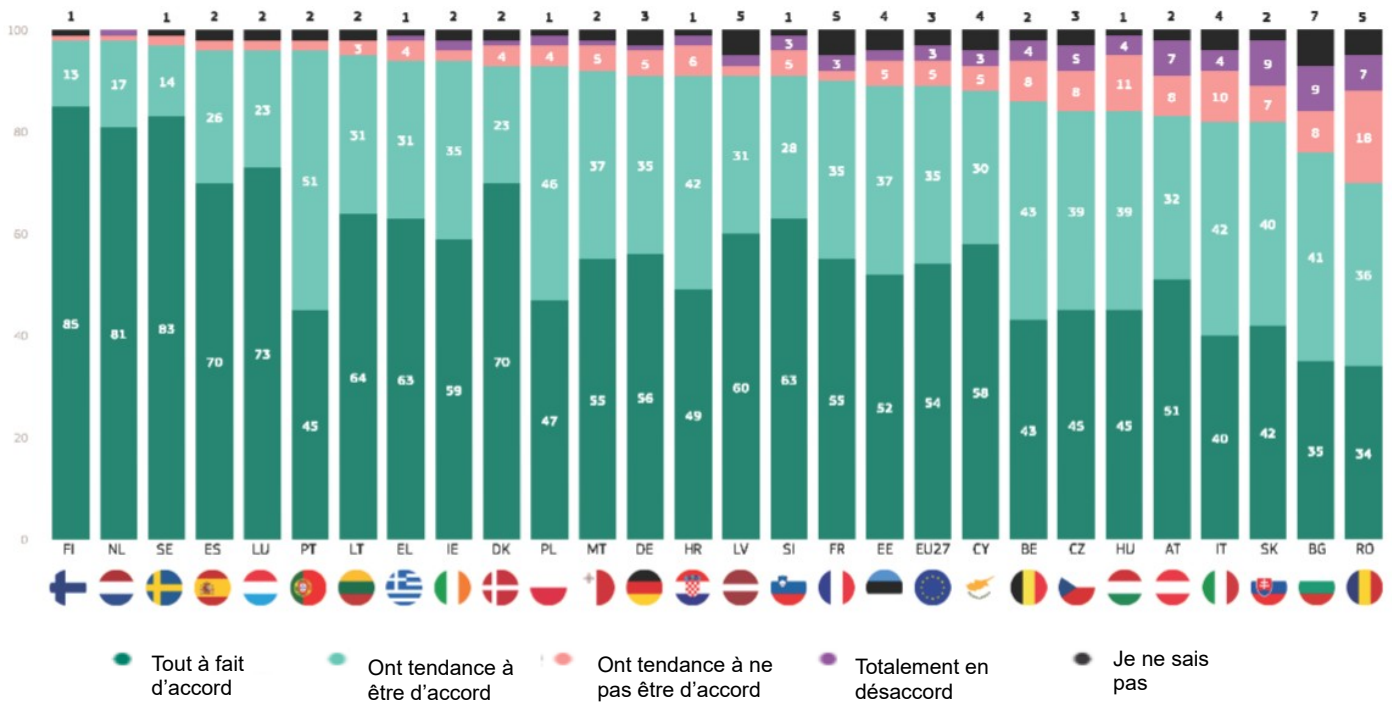


12 QD2. L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. 2.1 Imposer des sanctions économiques au gouvernement, aux entreprises et aux particuliers russes; 2.2 Interdire les médias publics tels que Spoutnik et Russia Today de diffuser dans l'UE; 2.3 Financement de l'achat et de la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine; 2.4 Fournir un soutien humanitaire aux populations touchées par la guerre, 2.5 Accueillir la population de l'Union européenne à l'origine de la guerre; 2.6 Fournir un soutien financier à l'Ukraine; 2.7 Attribuer à l'Ukraine le statut de candidat en tant que membre potentiel de l'UE.

Au moins sept citoyens sur dix dans chaque État membre de l'UE sont d'accord pour apporter une aide humanitaire aux personnes touchées par la guerre, et dans 19 pays, au moins neuf sur dix sont d'accord. Le soutien est presque universel aux Pays-Bas et en Finlande (98 % chacun) et en Suède (97 %), tandis que 70 % des répondants en Roumanie, 76 % en Bulgarie et 82 % en Italie et en Slovaquie sont également d'accord.

La Roumanie (25 %) est le seul pays où au moins un sur cinq n'est pas d'accord.

QD2.4. L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. — Fournir un soutien humanitaire aux personnes touchées par la guerre (%)



Dans 17 États membres de l'UE, au moins la moitié de tous les répondants sont «entièrement d'accord» pour fournir une aide humanitaire aux personnes touchées par la guerre, et plus de huit sur dix en Finlande (85 %), en Suède (83 %) et aux Pays-Bas (81 %) le pensent. En revanche, 34 % en Roumanie, 35 % en Bulgarie et 40 % en Italie «entièrement d'accord».

Les changements d'opinion depuis mai-juin 2023 sont généralement faibles. L'accord a augmenté dans 11 pays dont la Grèce (94 %, + 6 points de pourcentage), mais il a diminué dans huit pays dont Malte (92 %, -5 points de pourcentage). Il n'y a pas eu de changement en Bulgarie, au Danemark, en Allemagne, en Irlande, en Croatie, en Lituanie, aux Pays-Bas et en Roumanie.

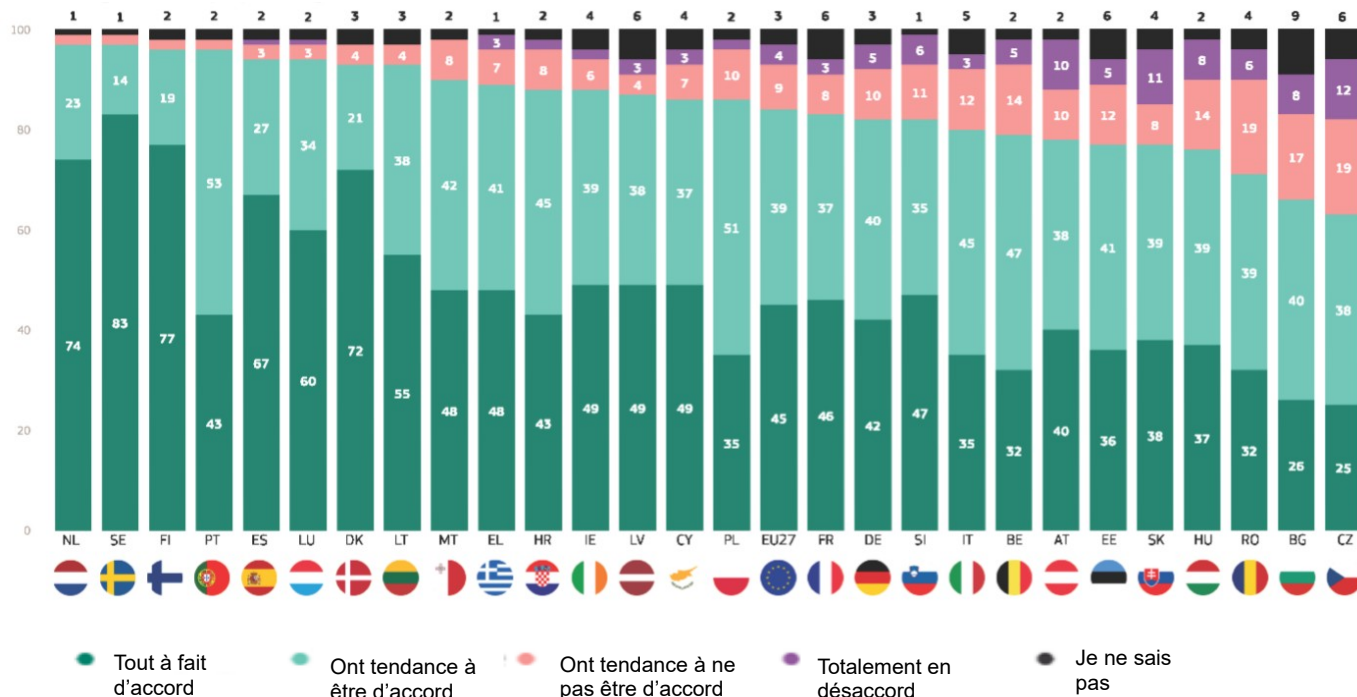
QD2.4 L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises Fournir un soutien humanitaire aux personnes touchées par la guerre (%)

		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	Octobre/nov. 2023	89	86	76	84	93	91	89	94	94	96	90	91	82	88	91	95	96	84	92	98	83	93	96	70	91	82	98	97
	—Mai/ juin 2023	1	-2	0	-3	0	0	3	0	6	3	1	0	-3	-1	1	0	-2	-2	-5	0	1	4	-1	0	4	1	1	1
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	8	12	17	13	5	6	7	4	5	2	5	8	14	8	4	3	2	15	6	2	15	6	2	25	8	16	1	2
	—Mai/ juin 2023	-1	2	-1	2	0	-1	-3	1	-6	-1	-1	0	2	1	-2	-1	1	1	4	0	-1	-4	1	-3	-3	-1	0	-1
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	3	2	7	3	2	3	4	2	1	2	5	1	4	4	5	2	2	1	2	0	2	1	2	5	1	2	1	1
	—Mai/ juin 2023	0	0	1	1	0	1	0	-1	0	-2	0	0	1	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	3	-1	0	-1	0

Plus de six répondants sur dix dans chaque État membre de l'UE sont d'accord pour accueillir dans l'UE les personnes fuyant la guerre. Les niveaux d'accord vont de 97 % aux Pays-Bas et en Suède et 96 % au Portugal et en Finlande à 63 % en Tchéquie, 66 % en Bulgarie et 71 % en Roumanie. Il y a cinq pays où au moins un sur cinq n'est pas d'accord: Tchéquie (31 %), Roumanie et Bulgarie (25 % chacune), Hongrie (22 %) et Autriche (20 %).

Les répondants «entièrement d'accord» sont les plus susceptibles d'être trouvés en Suède (83 %), en Finlande (77 %) et aux Pays-Bas (74 %), et le moins souvent en Tchéquie (25 %), en Bulgarie (26 %) et en Roumanie et en Belgique (32 % chacun).

QD2.5. L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. 2-Bienvenue dans la population de l'UE à la guerre (%)



Dans 15 pays, les répondants sont maintenant moins susceptibles qu'ils ne l'étaient en mai-juin 2023 d'accepter d'accueillir dans l'UE les personnes fuyant la guerre, et c'est particulièrement le cas en Tchéquie (63 %, -10 points de pourcentage) et en Hongrie (76 %, -5 points de pourcentage)

En revanche, l'accord a augmenté dans sept pays, dont l'Autriche (78 %, + 5 points de pourcentage), et il est resté stable en Lituanie, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède.

QD2.5 L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. Accueil dans l'UE des personnes fuyant la guerre (%)

	EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepte r»	84	79	66	63	93	82	77	88	89	94	83	88	80	86	87	93	94	76	90	97	78	86	96	71	82	77	96	97
—Mai/ juin 2023	-2	-4	2	-10	-2	-3	-1	-4	1	1	-2	-3	1	1	0	0	-5	-2	0	5	-1	-1	4	-2	-1	0	0	
Total «Désacc ord»	13	19	25	31	4	15	17	8	10	4	11	10	15	10	7	4	4	22	8	2	20	12	2	25	17	19	2	2
—Mai/ juin 2023	2	4	0	8	0	2	1	4	-1	0	2	2	1	0	-2	-2	0	4	2	0	-4	1	1	-5	3	1	0	0
Je ne sais pas	3	2	9	6	3	3	6	4	1	2	6	2	5	4	6	3	2	2	2	1	2	2	2	4	1	4	2	1
—Mai/ juin 2023	0	0	-2	2	2	1	0	0	0	-1	0	1	2	-1	1	2	0	1	0	0	-1	0	0	1	-1	0	0	0

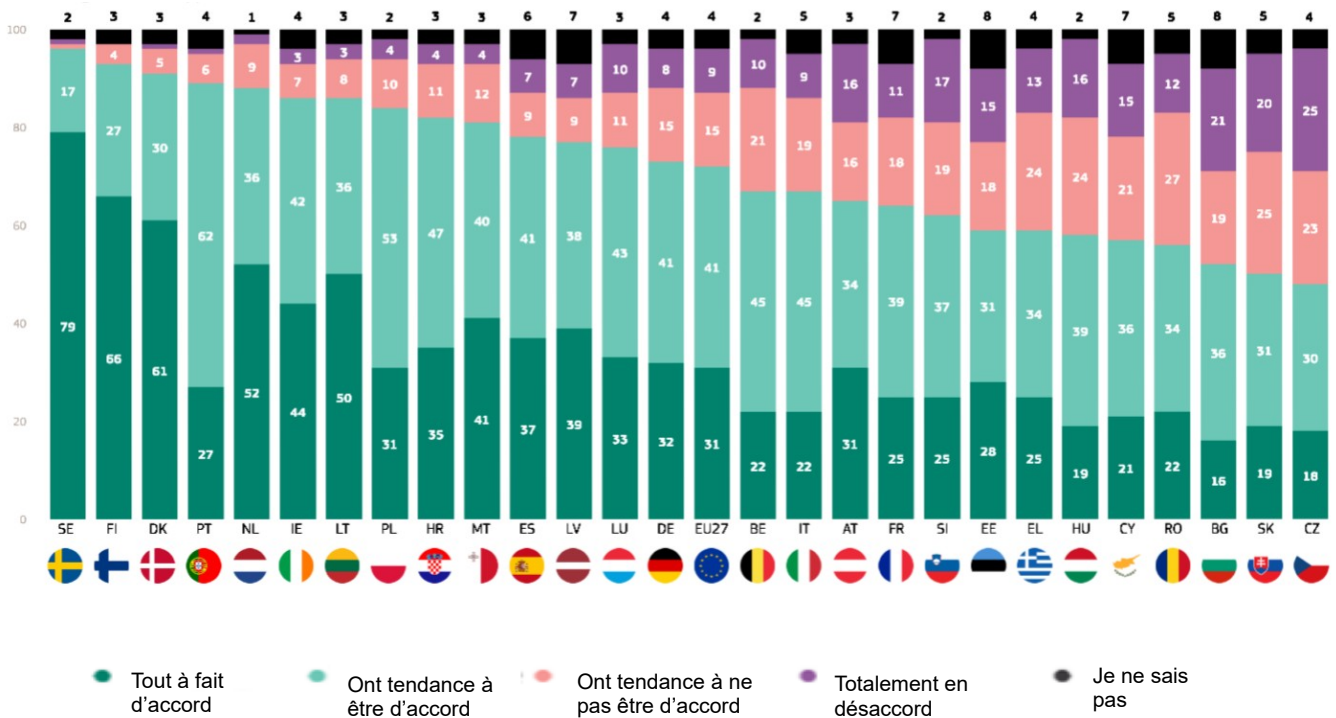
La majorité des répondants dans 26 États membres de l'UE sont d'accord pour apporter un soutien financier à l'Ukraine. Le soutien le plus marqué est observé chez les répondants en Suède (96 %), en Finlande (93 %) et au Danemark (91 %), bien qu'une majorité en Slovaquie (50 %), en Bulgarie (52 %) et en Roumanie (56 %) soient également d'accord.

L'avis est divisé en Tchéquie (48 % «d'accord» contre 48 % «non d'accord»).

Dans 11 pays, au moins trois sur dix sont en désaccord, et c'est particulièrement le cas en Tchéquie (48 %), en Slovaquie (45 %) et en Bulgarie et en Hongrie (40 % chacun).

En revanche, il y a cinq pays où au moins la moitié des répondants sont «totalement d'accord» pour fournir un soutien financier à l'Ukraine: Suède (79 %), Finlande (66 %), Danemark (61 %), Pays-Bas (52 %) et Lituanie (50 %)

QD2.6. L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises.
 rProviding Soutien financier à l'Ukraine (en %)



L'accord sur l'octroi d'un soutien financier à l'Ukraine a diminué dans 21 États membres de l'UE depuis mai-juin 2023, le recul en Tchéquie (48 %, -12 points de pourcentage) étant nettement plus important que dans d'autres pays, suivi par la Grèce (59 %, -7 points de pourcentage) et le Luxembourg (76 %, -6 points de pourcentage).

L'accord a augmenté dans quatre pays dont l'Autriche (65 %, + 7 PP) et est resté inchangé en Espagne et en Croatie.

QD2.6 L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. Fourniture d'un soutien financier à l'Ukraine (%)

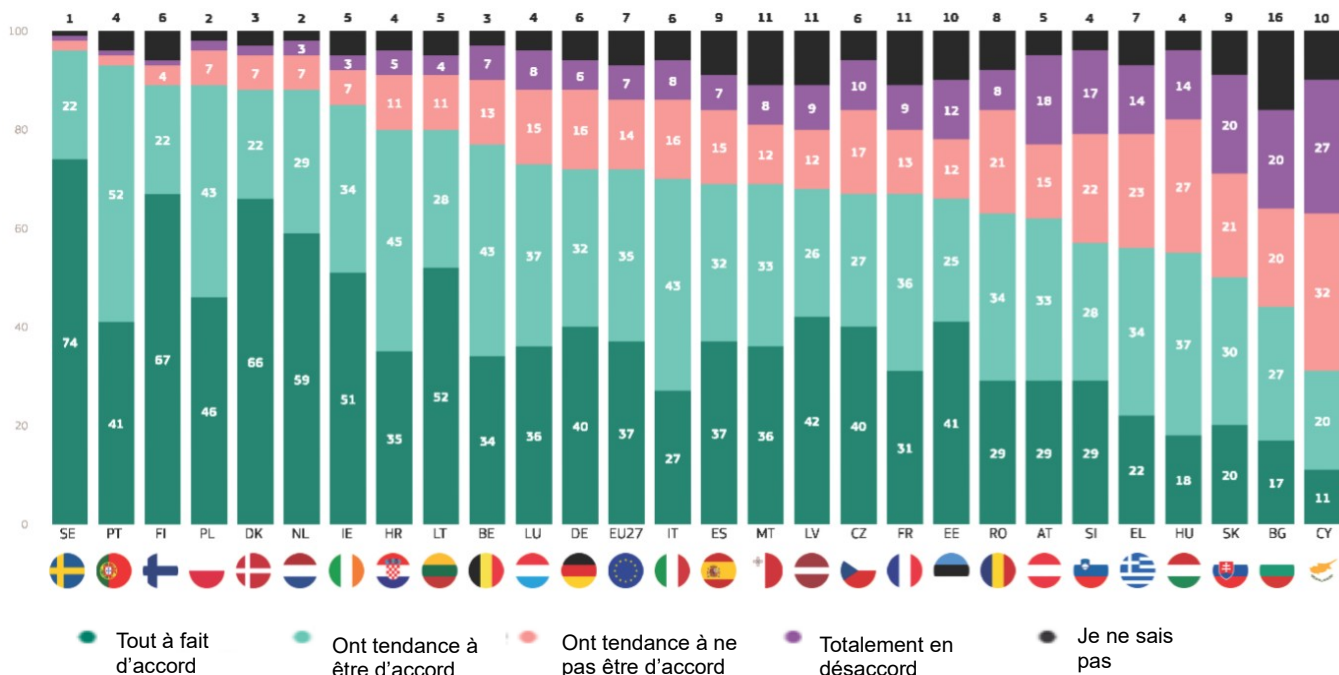
		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	Octobre/nov. 2023	72	67	52	48	91	73	59	86	59	78	64	82	67	57	77	86	76	58	81	88	65	84	89	56	62	50	93	96
	—Mai/juin 2023	-3	-6	-2	-12	-3	-2	1	-5	-7	0	-4	0	-5	-5	-3	-3	-6	-2	-4	-3	7	-2	-5	-2	-4	-4	2	1
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	24	31	40	48	6	23	33	10	37	16	29	15	28	36	16	11	21	40	16	11	32	14	7	39	36	45	4	2
	—Mai/juin 2023	3	6	3	11	2	1	-1	4	6	0	5	-1	5	5	1	2	5	2	4	3	-7	2	4	1	5	4	-2	-1
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	4	2	8	4	3	4	8	4	4	6	7	3	5	7	7	3	3	2	3	1	3	2	4	5	2	5	3	2
	—Mai/juin 2023	0	0	-1	1	1	1	0	1	1	0	-1	1	0	0	2	1	1	0	0	0	0	0	1	1	-1	0	0	0

Il existe des divergences nationales considérables en ce qui concerne l'imposition de sanctions économiques au gouvernement, aux entreprises et aux particuliers russes, bien qu'une majorité dans 26 pays soit pour des sanctions. Le soutien le plus important est observé chez les répondants en Suède (96 %), au Portugal (93 %) et en Pologne et en Finlande (89 % chacun). Les niveaux d'accord sont les plus bas à Chypre (31 % contre 59 % en désaccord), en Bulgarie (44 % contre 40 %) et en Slovaquie (50 %).

Il y a six pays où au moins la moitié se disent «totalement d'accord»: Suède (74 %), Finlande (67 %), Danemark (66 %), Pays-Bas (59 %), Lituanie (52 %) et Irlande (51 %).

Il convient de noter qu'au moins un sur cinq à Chypre (27 %) et en Bulgarie et en Slovaquie (20 % chacun) «entièrement en désaccord» avec l'imposition de sanctions économiques au gouvernement, aux entreprises et aux particuliers russes.

QD2.1. L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. Imposition de sanctions économiques à l'encontre du gouvernement russe, des entreprises et des particuliers (%)



Par rapport à mai-juin 2023, les répondants de 18 États membres de l'UE sont désormais moins susceptibles d'être d'accord avec l'imposition de sanctions économiques au gouvernement, aux entreprises et aux particuliers russes, avec les plus fortes baisses observées à Malte (69 %, -7 points de pourcentage) et en Tchéquie (67 %, -7 points de pourcentage).

En revanche, le niveau d'accord a augmenté dans sept pays dont l'Autriche (62 %, + 7 points de pourcentage). Il n'y a pas eu de changement en Italie et en Pologne.

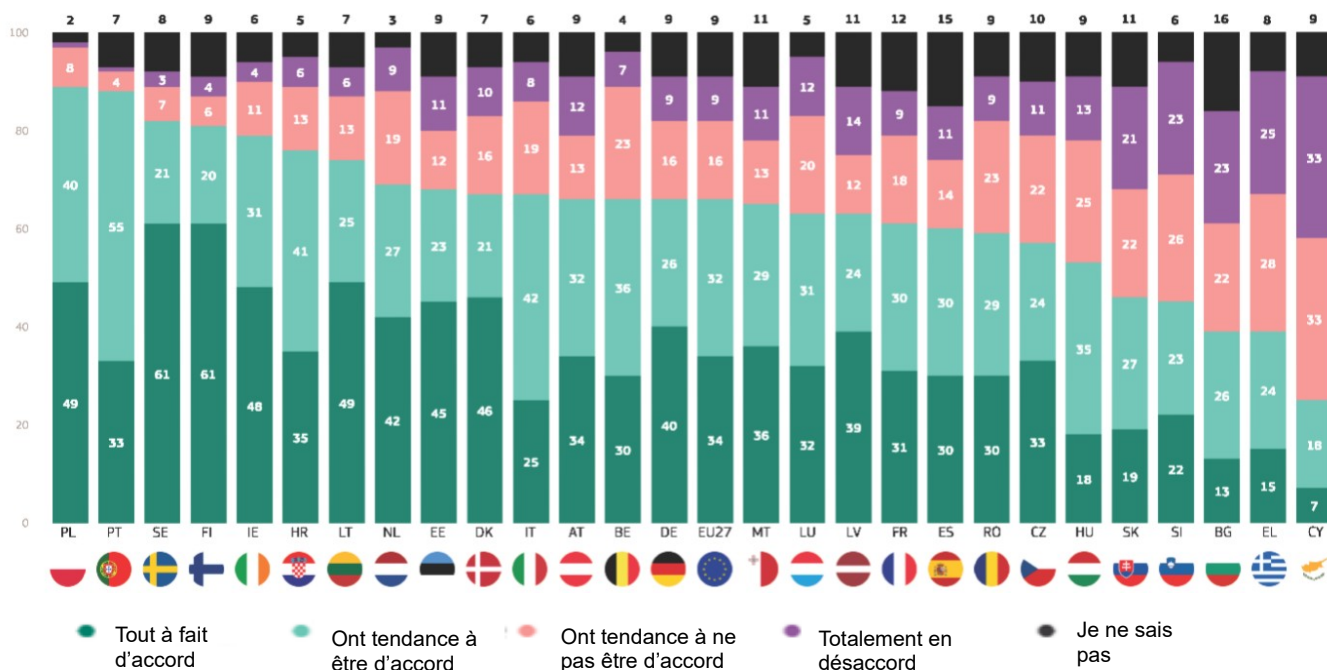
QD2.1 L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. Imposer des sanctions économiques au gouvernement, aux entreprises et aux particuliers russes (%)

		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	Octobre/nov. 2023	72	77	44	67	88	72	66	85	56	69	67	80	70	31	68	80	73	55	69	88	62	89	93	63	57	50	89	96
	—Mai/ juin 2023	0	1	-2	-7	-1	-2	4	-4	-2	-3	4	-1	0	-4	-3	-4	-2	-4	-7	2	7	0	-1	-2	-2	-1	3	2
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	21	20	40	27	9	22	24	10	37	22	22	16	24	59	21	15	23	41	20	10	33	9	3	29	39	41	5	3
	—Mai/ juin 2023	-1	-1	0	6	1	0	-2	3	2	3	-4	-1	0	3	1	3	2	4	5	-2	-6	0	1	-1	3	0	-4	-2
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	7	3	16	6	3	6	10	5	7	9	11	4	6	10	11	5	4	4	11	2	5	2	4	8	4	9	6	1
	—Mai/ juin 2023	1	0	2	1	0	2	-2	1	0	0	0	2	0	1	2	1	0	0	2	0	-1	0	0	3	-1	1	1	0

La majorité des répondants dans 23 États membres de l'UE sont d'accord pour interdire aux médias publics tels que Sputnik et Russia Today de diffuser dans l'UE, avec les niveaux les plus élevés observés en Pologne (89 %), au Portugal (88 %), en Suède (82 %) et en Finlande (81 %). En revanche, seule une minorité est d'accord à Chypre (25 % contre 66 % en désaccord), en Grèce (39 % contre 53 %), en Bulgarie (39 % contre 45 %) et en Slovaquie (45 % contre 49 %).

La Finlande et la Suède (61 % chacun) sont les seuls pays où au moins la moitié «entièrement d'accord», ce qui se compare à 7 % à Chypre qui disent la même chose. En revanche, il y a cinq pays où au moins un sur cinq «entièrement en désaccord» avec l'interdiction de ces médias: Chypre (33 %), Grèce (25 %), Bulgarie et Slovaquie (23 % chacune) et Slovaquie (21 %).

QD2.2. L'UE a pris une série de mesures en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie dans quelle mesure vous êtes d'accord ou êtes en désaccord avec chacune de ces mesures. —Banning médias publics tels que Sputnik et Russia Today de la radiodiffusion dans l'UE (%)



L'accord avec l'interdiction des médias publics tels que Sputnik et Russia Today de diffuser dans l'UE a diminué dans 16 pays depuis mai-juin 2023. Le recul est plus important en Grèce (39 %, -11 points de pourcentage) que dans tout autre pays, le deuxième plus important en Lituanie (74 %, -6 points de pourcentage). L'accord a augmenté dans dix pays, le plus important enregistré en Suède (82 %, +4 points de pourcentage) et en Estonie (68 %, +4 points de pourcentage). L'accord reste stable en Italie.

Par rapport au printemps 2023 (ST99), l'accord est désormais le point de vue minoritaire en Grèce et en Slovaquie.

QD2.2 L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. Interdire aux médias publics tels que Sputnik et Russia Today de diffuser dans l'UE (%)

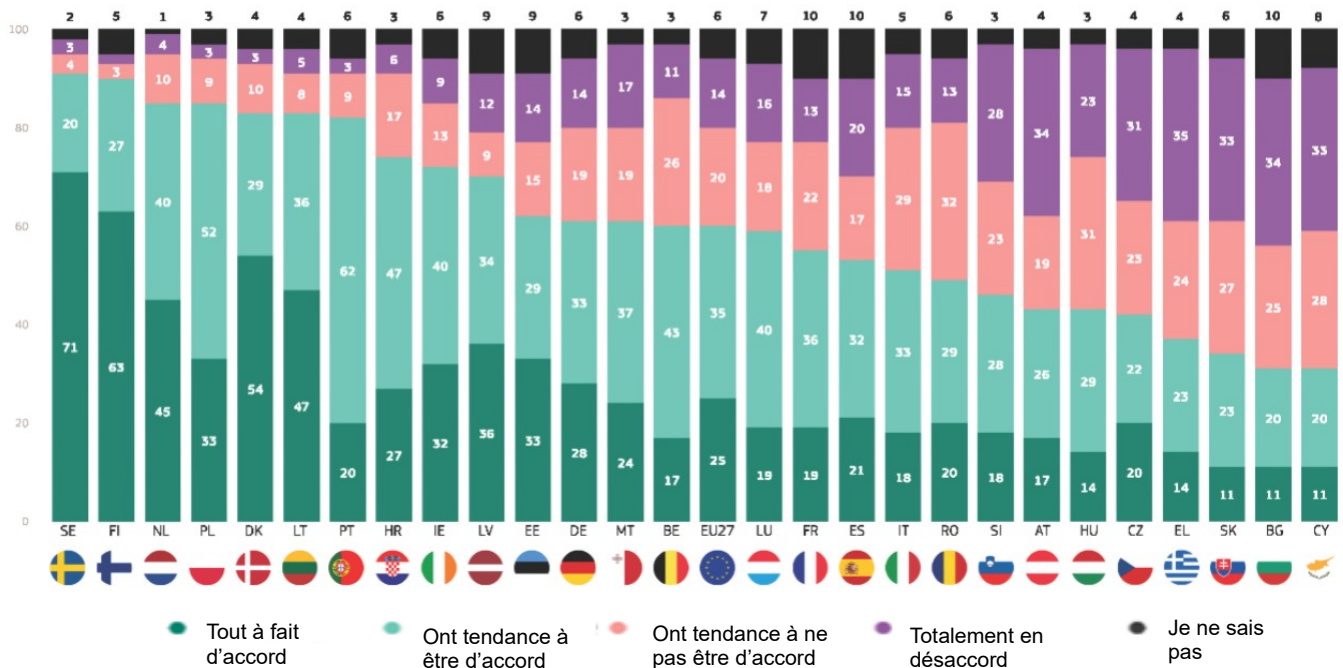
		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	Octobre/nov. 2023	66	66	39	57	67	66	68	79	39	60	61	76	67	25	63	74	63	53	65	69	66	89	88	59	45	46	81	82
	—Mai/ juin 2023	0	-2	2	-4	-4	1	4	-2	-11	-2	1	-4	0	-3	-4	-6	-4	-3	2	1	3	1	-1	2	-3	-1	-2	4
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	25	30	45	33	26	25	23	15	53	25	27	19	27	66	26	19	32	38	24	28	25	9	5	32	49	43	10	10
	—Mai/ juin 2023	-1	3	2	3	3	-3	-3	2	12	0	0	1	0	3	3	4	2	3	4	-1	-4	-1	2	-2	4	4	1	-1
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	9	4	16	10	7	9	9	6	8	15	12	5	6	9	11	7	5	9	11	3	9	2	7	9	6	11	9	8
	—Mai/ juin 2023	1	-1	-4	1	1	2	-1	0	-1	2	-1	3	0	0	1	2	2	0	-6	0	1	0	-1	0	-1	-3	1	-3

Bien qu'une majorité dans 19 États membres de l'UE approuve le financement de l'achat et de la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine, les niveaux varient considérablement d'un pays à l'autre. Le plus fort soutien est observé chez les répondants en Suède (91 %), en Finlande (90 %) et aux Pays-Bas et en Pologne (85 % chacun), mais une majorité en Roumanie (49 % contre 45 % en désaccord) soutiennent également cette action.

Dans les huit autres pays, seule une minorité est d'accord, avec les niveaux les plus bas observés à Chypre (31 % contre 61 % en désaccord), en Bulgarie (31 % contre 59 %) et en Slovaquie (34 % contre 60 %).

Plus de la moitié des personnes interrogées en Suède (71 %), en Finlande (63 %) et au Danemark (54 %) sont «totalement d'accord» avec le financement de l'achat et de la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine. À l'autre extrémité de l'échelle 11 % en Slovaquie, Chypre et Bulgarie disent la même chose.

QD2.3. L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. —Financement de l'achat et de la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine (%) Interdiction des médias publics tels que Sputnik et Russia Today de la radiodiffusion dans l'UE (%)



Dans 22 États membres de l'UE, les répondants sont désormais moins susceptibles d'accepter le financement de l'achat et de la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine qu'en mai 2023. En Tchéquie (42 %, -12 points de pourcentage) et au Luxembourg (59 %, -11 points de pourcentage), la baisse est supérieure à dix points de pourcentage, suivie par l'Italie (51 %, -9 points de pourcentage). L'accord a augmenté dans quatre pays, mais pas plus de trois points de pourcentage, et reste inchangé aux Pays-Bas.

Le désaccord est aujourd'hui l'opinion majoritaire en Tchéquie et en Slovaquie.

QD2.3 L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. Financement de l'achat et de la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine (%)

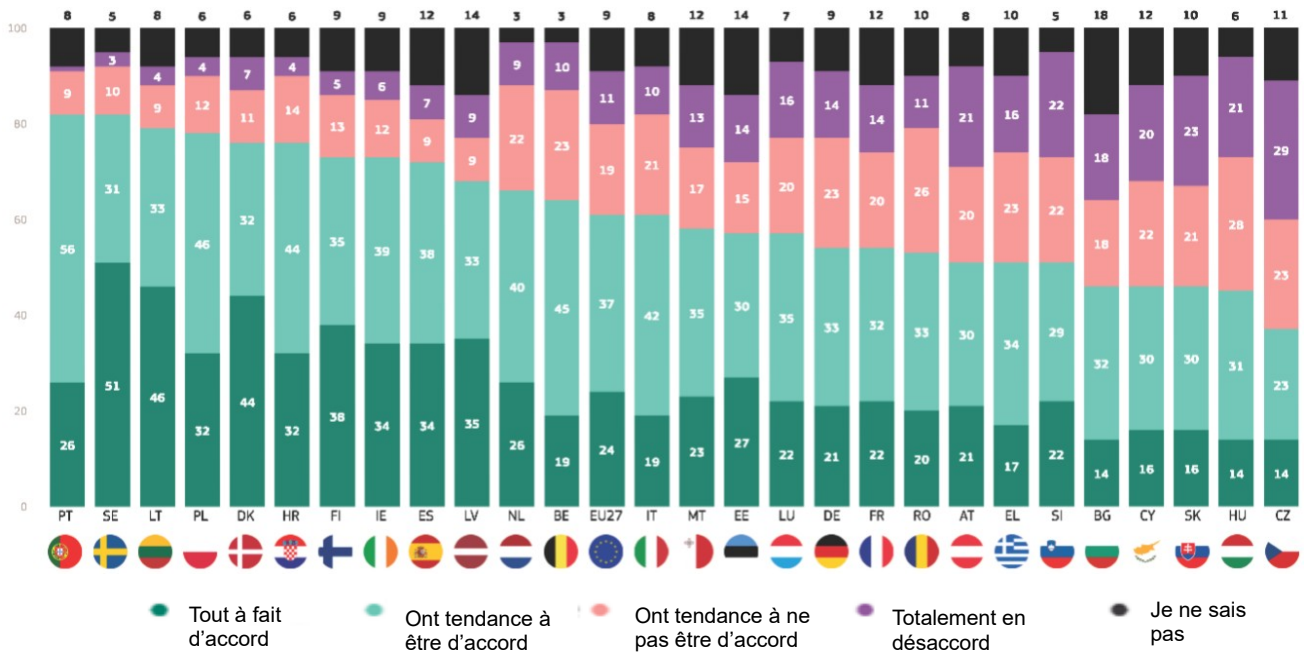
		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	Octobre/nov. 2023	60	60	31	42	83	61	62	72	37	53	55	74	51	31	70	83	59	43	61	85	43	85	82	49	46	34	90	91
	—Mai/juin 2023	-4	-9	1	-12	-6	-1	-2	-7	-6	-7	-3	2	-9	-5	-4	-1	-11	-1	-3	0	3	-1	-8	-6	-3	-3	1	-2
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	34	37	59	54	13	33	29	22	59	37	35	23	44	61	21	13	34	54	36	14	53	12	12	45	51	60	5	7
	—Mai/juin 2023	3	9	1	12	5	-1	1	7	6	6	2	-3	9	3	4	0	8	0	3	1	-3	0	6	5	5	3	-3	2
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	6	3	10	4	4	6	9	6	4	10	10	3	5	8	9	4	7	3	3	1	4	3	6	6	3	6	5	2
	—Mai/juin 2023	1	0	-2	0	1	2	1	0	0	1	1	1	0	2	0	1	3	1	0	-1	0	1	2	1	-2	0	2	0

Une majorité de répondants dans 25 États membres sont d'accord avec l'octroi par l'UE du statut de candidat à l'Ukraine, avec le soutien le plus fort au Portugal et en Suède (82 % chacun) et en Lituanie (79 %). Une majorité relative en Slovaquie (46 % d'accord contre 44 % en désaccord), Chypre (46 % contre 42 %) et la Bulgarie (46 % contre 36 %) sont également d'accord.

En revanche, seule une minorité en Tchéquie (37 % d'accord contre 52 % en désaccord) et la Hongrie (45 % contre 49 %) sont d'accord avec l'octroi par l'UE du statut de candidat à l'Ukraine.

Les répondants vivant en Suède (51 %), en Lituanie (46 %) et au Danemark (44 %) sont les plus susceptibles de dire qu'ils sont « totalement d'accord », tandis que ceux de Hongrie, de Tchéquie et de Bulgarie (14 % chacun) sont les moins susceptibles de le faire.

QD2.7. L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou n'êtes pas d'accord avec chacune de ces mesures prises: Ouvrir le statut de candidat en tant que membre potentiel de l'UE à l'Ukraine (%)



L'accord sur l'octroi du statut de candidat à l'Ukraine en tant que membre potentiel de l'UE a diminué dans 23 pays, en particulier à Malte (58 %, -12 points de pourcentage), au Luxembourg (57 %, -9 points de pourcentage) et au Portugal (82 %, -8 points de pourcentage). Les niveaux d'accord ont augmenté dans les quatre autres pays, les plus importants observés en Autriche (51 %, + 4 points de pourcentage) et en Bulgarie (46 %, + 4 points de pourcentage).

L'accord est maintenant l'opinion majoritaire en Slovaquie, mais l'opinion minoritaire en Hongrie.

QD2.7 L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. Octroi du statut de candidat en tant que membre potentiel de l'UE à l'Ukraine (%)

		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	Octobre/nov. 2023	61	64	46	37	76	54	57	73	51	72	54	76	61	46	68	79	57	45	58	66	51	78	82	53	51	46	73	82
	—Mai/ juin 2023	-3	-2	4	-6	-3	-7	-5	-6	-5	3	-3	-7	-5	-1	-4	-5	-9	-4	-12	-4	4	-3	-8	-3	-1	1	-2	-3
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	30	33	36	52	18	37	29	18	39	16	34	18	31	42	18	13	36	49	30	31	41	16	10	37	44	44	18	13
	—Mai/ juin 2023	2	4	-1	6	1	4	2	5	4	0	2	4	4	3	1	3	8	4	6	5	-5	1	7	1	3	-1	2	5
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	9	3	18	11	6	9	14	9	10	12	12	6	8	12	14	8	7	6	12	3	8	6	8	10	5	10	9	5
	—Mai/ juin 2023	1	-2	-3	0	2	3	3	1	1	-3	1	3	1	-2	3	2	1	0	6	-1	1	2	1	2	-2	0	0	-2

L'analyse sociodémographique montre qu'une majorité dans presque tous les groupes soutient chacune des actions prises par l'UE en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mais il existe des différences notables.

Les hommes (62 %) sont plus susceptibles que les femmes (57 %) d'accepter le financement de l'achat et de la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine.

Le soutien apporté à chaque mesure est important dans chaque groupe d'âge, bien que les personnes âgées de 15 à 24 ans soient plus susceptibles que les groupes d'âge plus âgés de soutenir financièrement l'Ukraine (76 %) et d'accorder à l'Ukraine le statut de candidat en tant que membre potentiel de l'UE (66 %), en particulier par rapport aux personnes âgées de 55 ans et plus.

Plus un répondant est resté en éducation, plus il est susceptible d'être d'accord avec chaque action, avec les différences les plus importantes entre ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus et ceux qui ont terminé leurs études à 19 ans ou moins. Par exemple, 66 % des personnes ayant terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont d'accord avec le financement de l'achat et de la fourniture d'équipement militaire à l'Ukraine, contre 48 % qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins.

Les gestionnaires sont systématiquement parmi les plus susceptibles d'être d'accord avec chaque action, tandis que les chômeurs et les personnes au foyer sont systématiquement parmi les moins susceptibles d'être d'accord. Par exemple, 68 % des cadres sont d'accord avec l'octroi du statut de candidat à l'Ukraine en tant que membre potentiel de l'UE, contre 50 % des personnes au foyer et 51 % des chômeurs.

La situation financière a également une influence: moins un répondant éprouve de difficultés à payer des factures, plus il est susceptible d'être d'accord avec chaque action. Par exemple, 88 % des répondants qui n'ont jamais ou presque jamais de difficultés à payer leurs factures sont d'accord pour accueillir dans l'UE les personnes fuyant la guerre, contre 74 % de ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps.

Les répondants qui se considèrent comme appartenant à la classe moyenne supérieure ou supérieure sont les plus susceptibles d'être d'accord avec chaque action, en particulier par rapport à ceux qui se considèrent comme appartenant à la classe ouvrière ou à la classe moyenne inférieure. Par exemple, 85 % de ceux qui se considèrent comme appartenant à la classe supérieure et 81 % qui se considèrent comme appartenant à la classe moyenne sont d'accord pour fournir un soutien financier à l'Ukraine, contre 65 % des répondants qui se considèrent comme appartenant à la classe ouvrière et 67 % qui se considèrent comme appartenant à la classe moyenne inférieure.

Enfin, les répondants ayant une image positive de l'UE sont beaucoup plus susceptibles de soutenir chacune de ces actions que celles qui ont un point de vue négatif. Par exemple, 95 % des personnes ayant une vision positive de l'UE sont d'accord pour apporter un soutien humanitaire aux personnes touchées par la guerre, contre 79 % de celles qui ont un point de vue négatif.

En fait, les répondants ayant une image négative de l'UE sont le seul groupe dans lequel une majorité n'est pas d'accord avec toute action: 60 % sont en désaccord avec le financement de l'achat et de la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine, 58 % ne sont pas d'accord avec l'octroi du statut de candidat en tant que membre potentiel de l'UE à l'Ukraine et 50 % ne sont pas d'accord avec l'octroi d'un soutien financier à l'Ukraine.

QD2 L'UE a pris une série d'actions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune de ces mesures prises. Total «accord» (% — UE)

	Fournir un soutien humanitaire aux personnes touchées par la guerre	Accueil dans l'UE des personnes fuyant la guerre	Imposer des sanctions économiques au gouvernement, aux entreprises et aux particuliers russes	Fourniture d'un soutien financier à l'Ukraine	Interdire aux médias publics tels que Spoutnik et Russia Today de diffuser dans l'UE	Octroi du statut de candidat en tant que membre potentiel de l'UE à l'Ukraine	Financement de l'achat et de la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine
EU-27	89	84	72	72	66	61	60
Sexe							
Homme	90	85	73	72	67	62	62
Femme	89	83	71	71	65	61	57
Âge							
15-24	90	86	71	76	63	66	62
25-39	91	85	73	72	67	63	59
40-54	89	84	73	72	67	62	62
55	89	83	71	70	65	59	58
Éducation (fin de)							
-15	85	79	65	64	60	53	48
16-19	88	81	70	68	66	58	57
20	94	89	77	77	68	66	66
Continue d'étudier	91	88	74	80	65	68	65
Catégorie socioprofessionnelle							
Travailleur indépendant	94	88	74	74	68	64	61
Gestionnaires	94	91	80	81	71	68	70
Autres colliers blancs	89	83	75	72	68	62	59
Travailleurs manuels	88	82	71	69	65	59	58
Personnes de la maison	82	74	65	60	61	50	49
Chômeurs	86	78	64	61	59	51	47
Retraité	88	83	71	69	65	58	58
Étudiants	91	88	74	80	65	68	65
Difficultés de paiement des factures							
La plupart du temps	84	74	63	54	57	48	43
De temps en temps	86	80	68	67	63	59	55
Presque jamais/jamais	91	88	76	76	69	64	64
Envisager d'appartenir à							
La classe ouvrière	88	80	66	65	61	57	54
La classe moyenne inférieure	88	82	71	67	64	58	54
La classe moyenne	90	85	74	74	68	64	62
La classe moyenne supérieure	93	90	79	81	71	68	75
La classe supérieure	92	88	86	85	71	68	78
Image de l'UE							
Positif	95	93	84	85	78	77	75
Neutre	88	81	68	68	62	56	54
Négatif	79	67	52	45	47	34	34

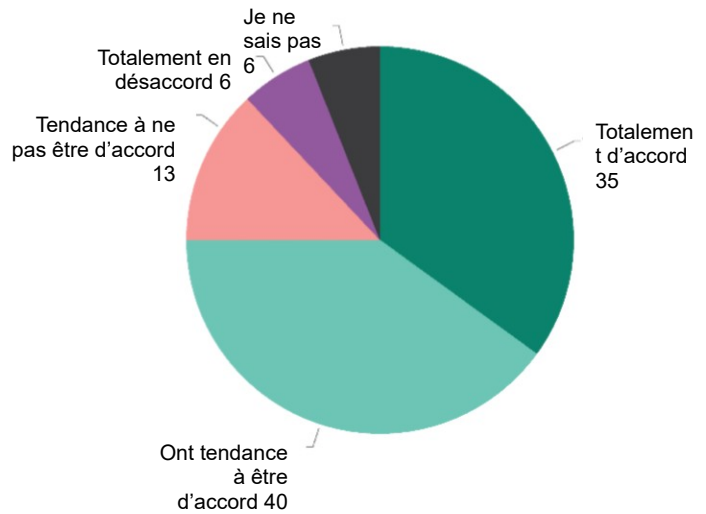
Une large majorité s'accorde à dire qu'en s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs européennes.

Les trois quarts des répondants (75 %, aucun changement depuis mai-juin 2023) conviennent qu'en s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs européennes avec 35 % (-2 PP) déclarant «totalement d'accord». ¹³ Près d'un sur cinq (19 %, + 1 point de pourcentage) disent être en désaccord, avec 6 % (sans changement) totalement en désaccord.

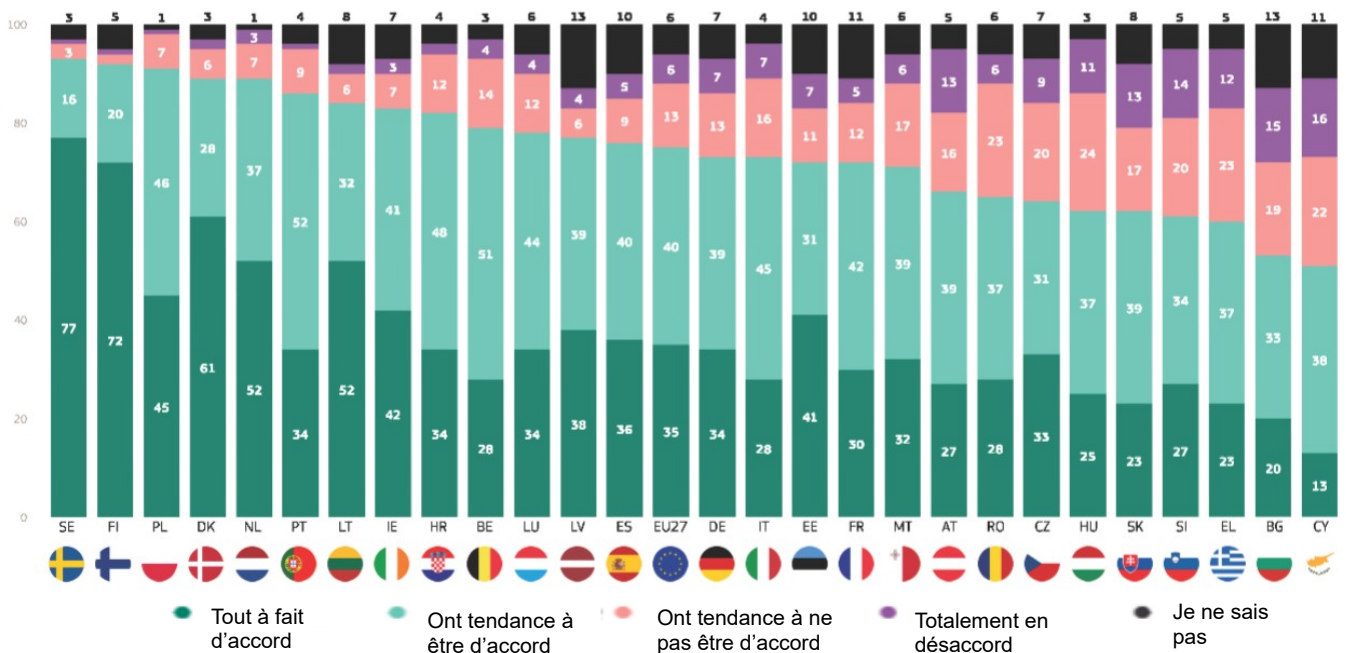
Plus de la moitié des répondants dans chaque État membre de l'UE conviennent qu'en s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs européennes, bien que les proportions varient de 93 % en Suède, 92 % en Finlande et 91 % en Pologne à 51 % à Chypre, 53 % en Bulgarie et 60 % en Grèce.

Il y a cinq pays où au moins la moitié «entièrement d'accord»: Suède (77 %), Finlande (72 %), Danemark (61 %) et Pays-Bas et Lituanie (52 % chacun). Cela se compare à 13 % à Chypre qui disent la même chose.

QD3.3. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. En s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs européennes



QD3.3. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. En s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs européennes



¹³ QD3.3. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. En s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs européennes

Par rapport à mai-juin 2023, les répondants de 15 États membres de l'UE sont maintenant moins susceptibles de convenir qu'en s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs européennes, avec les plus fortes baisses observées en Grèce (60 %, -8 points de pourcentage) et au Portugal (86 %, -6 points de pourcentage) et en Tchéquie (64 %, -6 points de pourcentage).

En revanche, les niveaux d'accord ont augmenté dans neuf pays, dont l'Autriche (66 %, + 7 points de pourcentage) et la Slovaquie (62 %, + 6 points de pourcentage), et il n'y a eu aucun changement en Estonie, en Espagne ou en Finlande.

QD3.3 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. En s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs européennes (%)

		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Je ne sais pas	Octobre/ nov. 2023	6	3	13	7	3	7	10	7	5	10	11	4	4	11	13	8	6	3	6	1	5	1	4	6	5	8	5	3
	—Mai/juin 2023	-1	1	0	0	0	2	-1	2	0	-1	-2	2	-1	-2	2	2	-1	0	3	-1	-1	-1	-2	1	-2	-5	0	0
Total «Accepter»	Octobre/ nov. 2023	75	79	53	64	89	73	72	83	60	76	72	82	73	51	77	84	78	62	71	89	66	91	86	65	61	62	92	93
	—Mai/juin 2023	0	-1	-2	-6	-1	1	0	-5	-8	0	2	-5	1	-2	-2	-3	-5	-5	-5	1	7	3	-6	3	-2	6	0	1
Total «Désaccord»	Octobre/ nov. 2023	19	18	34	29	8	20	18	10	35	14	17	14	23	38	10	8	16	35	23	10	29	8	10	29	34	30	3	4
	—Mai/juin 2023	1	0	2	6	1	-3	1	3	8	1	0	3	0	4	0	1	6	5	2	0	-6	-2	8	-4	4	-1	0	-1

L'analyse sociodémographique montre qu'une majorité dans chaque groupe s'accorde à dire qu'en s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs européennes. Il ne révèle aucune différence fondée sur l'âge ou le sexe, mais l'analyse montre que plus un répondant est resté dans l'éducation, plus il est susceptible d'être d'accord. Par exemple, 81 % des personnes qui ont continué à suivre des études âgées de 20 ans ou plus sont d'accord, comparativement à 65 % de celles qui l'ont terminée à 15 ans ou moins.

L'analyse montre également que les cadres (81 %) et les étudiants (79 %) sont plus susceptibles d'être d'accord que les répondants d'autres groupes socioprofessionnels, en particulier les chômeurs (63 %) et les personnes au foyer (64 %). Il souligne également que moins un répondant éprouve de difficultés à payer ses factures, plus il est susceptible d'être d'accord: 78 % des répondants qui n'ont jamais ou presque jamais eu ces difficultés sont d'accord, contre 63 % qui ont du mal à payer leurs factures la plupart du temps.

Plus la classe à laquelle un répondant se considère membre est élevée, plus elle est susceptible d'être d'accord. Par exemple, 88 % de ceux qui se considèrent comme appartenant à la classe supérieure sont d'accord, contre 69 % qui se considèrent comme appartenant à la classe ouvrière.

Enfin, l'image de l'UE est également influente, les répondants ayant une image positive de l'UE (88 %) étant beaucoup plus susceptibles d'être d'accord que ceux qui ont une image négative (51 %).

QD3.3. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. En s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs européennes

	Total «Accepter»	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
EU-27	75	19	6
Sexe			
Homme	76	19	5
Femme	74	18	8
Âge			
15-24	75	18	7
25-39	76	18	6
40-54	76	19	5
55	74	18	8
Éducation (fin de)			
-15	65	21	14
16-19	73	21	6
20	81	15	4
Continue d'étudier	79	16	5
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleur indépendant	78	18	4
Gestionnaires	81	16	3
Autres colliers blancs	76	18	6
Travailleurs manuels	74	20	6
Personnes de la maison	64	23	13
Chômeurs	63	26	11
Retraité	74	18	8
Étudiants	79	16	5
Difficultés de paiement des factures			
La plupart du temps	63	26	11
De temps en temps	71	22	7
Presque jamais/jamais	78	16	6
Envisager d'appartenir à			
La classe ouvrière	69	19	12
La classe moyenne inférieure	73	22	5
La classe moyenne	77	18	5
La classe moyenne supérieure	83	15	2
La classe supérieure	88	10	2
Image de l'UE			
Positif	88	9	3
Neutre	71	20	9
Négatif	51	41	8



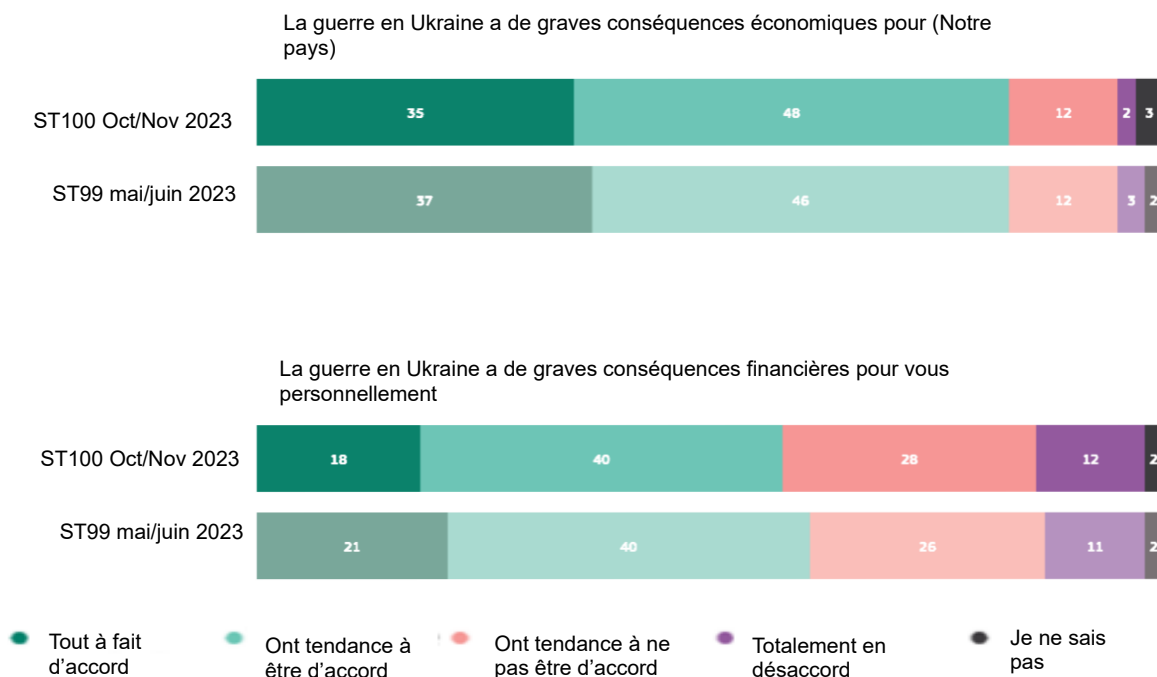
III. Conséquences de la guerre en Ukraine

La majorité des Européens pensent que la guerre a de graves conséquences économiques pour leur pays, et de graves conséquences financières pour eux personnellement.

Plus de huit répondants sur dix (83 %, aucun changement depuis mai-juin 2023) conviennent que la guerre en Ukraine a de graves conséquences économiques pour leur pays, dont 35 % (-2 pp) qui «entièrement d'accord». Plus d'un sur dix (14 %, -1 pp) ne sont pas d'accord, tandis que 3 % (+ 1 pp) disent ne pas savoir.¹⁴

Près de six personnes sur dix (58 %, -3 PP) sont d'accord pour dire que la guerre en Ukraine a de graves conséquences financières pour eux personnellement, 18 % (-3 pp) se disant «totalement d'accord». Il s'agit de la deuxième baisse consécutive de l'accord depuis janvier-février 2023. Quatre sur dix (40 %, + 3 PP) sont en désaccord, dont 12 % (+ 1 point de pourcentage) qui «entièrement en désaccord». Seulement 2 % (pas de changement) disent qu'ils ne savent pas.

QD4. En pensant aux conséquences de la guerre en Ukraine, veuillez dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes. (UE27) (EN %)

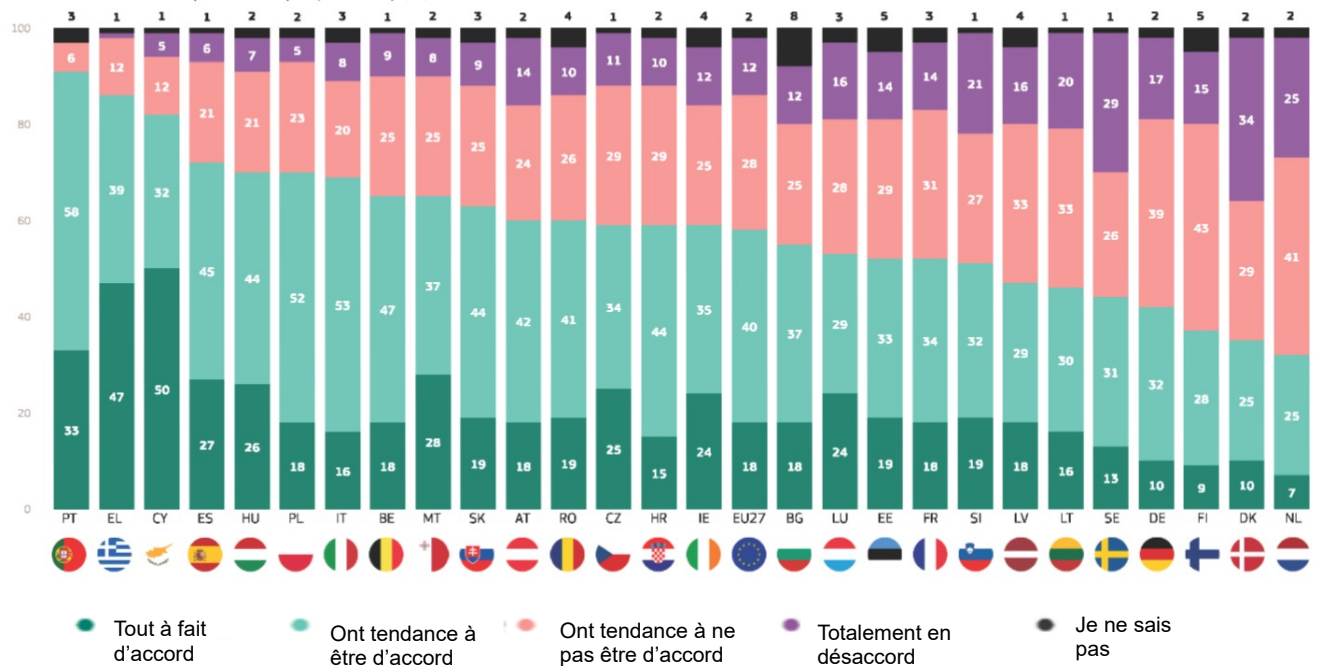


¹⁴ QD4. En pensant aux conséquences de la guerre en Ukraine, veuillez dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes? 4.1 La guerre en Ukraine a de graves conséquences financières pour vous personnellement; 4.2 La guerre en Ukraine a de graves conséquences économiques pour (Notre pays).

Dans 20 États membres de l'UE, la majorité des répondants sont d'accord pour dire que la guerre en Ukraine a de graves conséquences financières pour eux personnellement, bien que les niveaux varient de 91 % au Portugal, 86 % en Grèce et 82 % à Chypre à 51 % en Slovaquie et 52 % en France et en Estonie. Dans les sept autres pays, seule une minorité est d'accord, avec les niveaux les plus bas observés aux Pays-Bas (32 % contre 66 % en désaccord), au Danemark (35 % contre 63 %) et en Finlande (37 % contre 58 %).

Il y a trois pays où au moins un tiers se disent «entièrement d'accord»: Chypre (50 %), Grèce (47 %) et Portugal (33 %). En revanche, plus d'un tiers des répondants au Danemark (34 %) se déclarent «totalement en désaccord»

QD4.1. En vous penchant sur les conséquences de la guerre en Ukraine, veuillez dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes. La guerre en Ukraine a de graves conséquences financières pour vous personnellement (%)



L'accord selon lequel la guerre en Ukraine a des conséquences financières graves pour eux personnellement a chuté parmi les répondants dans 19 pays, et dans trois pays, la baisse est d'au moins 10 points de pourcentage: Danemark (35 %, — 13 points de pourcentage), Slovaquie (63 %, -10 points de pourcentage) et Croatie (59 %, -10 points de pourcentage). En revanche, les niveaux d'accord ont augmenté dans six pays, dont l'Autriche (60 %, + 7 pp) et le Portugal (91 %, + 5 pp). L'accord est resté stable en Belgique et en Finlande.

Par rapport au printemps 2023, le désaccord est désormais l'opinion majoritaire en Lettonie, en Lituanie et en Suède.

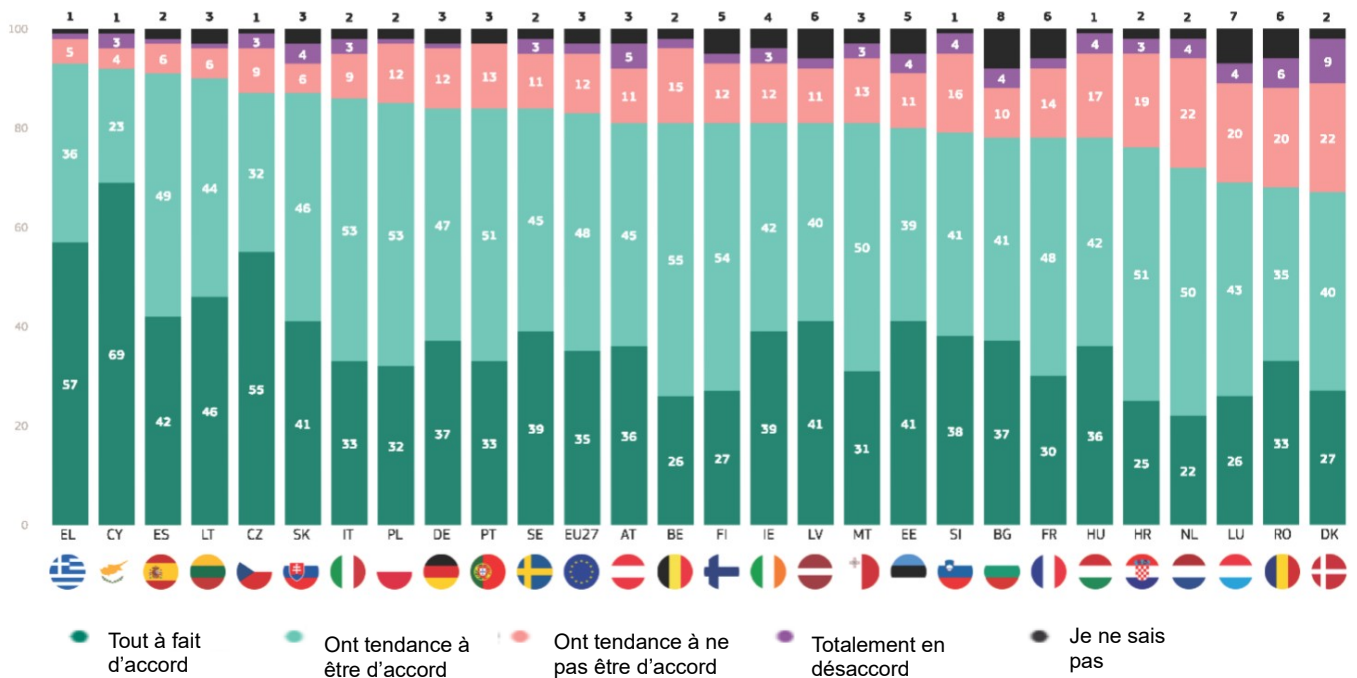
QD4.1 En pensant aux conséquences de la guerre en Ukraine, veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes. La guerre en Ukraine a de graves conséquences financières pour vous personnellement (%)

	EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»																												
Octobre/nov. 2023	58	65	55	59	35	42	52	59	86	72	52	59	69	82	47	46	53	70	65	32	60	70	91	60	51	63	37	44
—Mai/juin 2023	-3	0	-2	1	-13	-5	-2	-7	1	-3	-1	-10	1	-1	-5	-9	-5	-8	-5	-5	7	-4	5	1	-4	-10	0	-7
Total «Désaccord»																												
Octobre/nov. 2023	40	34	37	40	63	56	43	37	13	27	45	39	28	17	49	53	44	28	33	66	38	28	6	36	48	34	58	55
—Mai/juin 2023	3	1	1	0	12	4	2	7	-2	4	0	9	-1	1	4	10	3	8	5	4	-7	5	-6	-2	5	10	0	6
Je ne sais pas																												
Octobre/nov. 2023	2	1	8	1	2	2	5	4	1	1	3	2	3	1	4	1	3	2	2	2	2	2	3	4	1	3	5	1
—Mai/juin 2023	0	-1	1	-1	1	1	0	0	1	-1	1	1	0	0	1	-1	2	0	0	1	0	-1	1	1	-1	0	0	1

Plus des deux tiers des personnes interrogées dans chaque État membre de l'UE conviennent que la guerre en Ukraine a de graves conséquences économiques pour leur pays, avec les niveaux les plus élevés observés en Grèce (93 %), à Chypre (92 %), en Espagne (91 %) et en Lituanie (90 %). La majorité au Danemark (67 %), en Roumanie (68 %) et au Luxembourg (69 %) sont également d'accord.

Dans chaque État membre, plus d'un État membre sur cinq est tout à fait d'accord avec cette déclaration, et c'est particulièrement le cas à Chypre (69 %), en Grèce (57 %) et en Tchéquie (55 %).

QD4.2. En pensant aux conséquences de la guerre en Ukraine, veuillez dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes. La guerre en Ukraine a de graves conséquences économiques pour (NOTRE PAYS) (en %)



Dans 13 États membres de l'UE, les répondants sont maintenant moins susceptibles de convenir que la guerre en Ukraine a de graves conséquences économiques pour leur pays qu'en mai-juin 2023, les plus fortes baisses observées chez les répondants au Danemark (67 %, -9 points de pourcentage) et au Portugal (84 %, -8 points de pourcentage) et en Croatie (76 %, -8 points de pourcentage).

L'accord a augmenté dans dix pays, mais l'Autriche (81 %, + 8 points de pourcentage) est le seul pays où l'augmentation est de plus de trois points de pourcentage. L'avis reste inchangé en Bulgarie, à Chypre, en Lituanie et en Finlande.

QD4.2 En pensant aux conséquences de la guerre en Ukraine, veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes La guerre en Ukraine a de graves conséquences économiques pour (Notre pays) (%)

		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	Octobre/nov. 2023	83	81	78	87	67	84	80	81	93	91	78	76	86	92	81	90	69	78	81	72	81	85	84	68	79	87	81	84
	—Mai/juin 2023	0	2	0	3	-9	1	-1	-5	1	3	-1	-8	1	0	1	0	-6	-3	-7	-5	8	-1	-8	1	1	-1	0	-3
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	14	17	14	12	31	13	15	15	6	7	16	22	12	7	13	7	24	21	16	26	16	13	13	26	20	10	14	14
	—Mai/juin 2023	-1	-2	-2	-3	9	-2	0	5	-1	-3	-1	7	-1	1	-2	-1	5	4	6	5	-8	2	6	-3	1	0	-1	2
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	3	2	8	1	2	3	5	4	1	2	6	2	2	1	6	3	7	1	3	2	3	2	3	6	1	3	5	2
	—Mai/juin 2023	1	0	2	0	0	1	1	0	0	0	2	1	0	-1	1	1	1	-1	1	0	0	-1	2	2	-2	1	1	1

L'analyse sociodémographique illustre un niveau élevé de consensus entre les groupes sur le fait que la guerre en Ukraine a de graves conséquences économiques pour leur pays: dans chaque groupe, au moins les trois quarts sont d'accord.

Il y a une plus grande variation dans l'accord que la guerre dans

L'Ukraine a de graves conséquences financières personnelles, bien qu'une majorité dans presque tous les groupes soit d'accord. Les répondants les plus susceptibles d'être d'accord sont ceux âgés de 25 à 54 ans, ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 19 ans ou moins, les chômeurs (68 %), les travailleurs manuels (66 %), ceux qui ont des difficultés à payer les factures la plupart du temps (81 %) et ceux qui se considèrent comme appartenant à la classe ouvrière (68 %).

QD4.1 Penser aux conséquences de la guerre en Ukraine. s'il vous plaît dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes, La guerre en Ukraine a des conséquences financières graves pour vous personnellement (% — UE)

	Total «Accepter»	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
EU-27	58	40	2
Sexe			
Homme	58	40	2
Femme	58	39	3
Âge			
15-24	52	44	4
25-39	61	37	2
40-54	62	36	2
55	56	41	3
Éducation (fin de)			
-15	64	32	4
16-19	63	35	2
20	51	47	2
Continue d'étudier	50	47	3
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleur indépendant	61	37	2
Gestionnaires	49	50	1
Autres colliers blancs	60	37	3
Travailleurs manuels	66	32	2
Personnes de la maison	62	33	5
Chômeurs	68	28	4
Retraité	54	43	3
Étudiants	50	47	3
Difficultés de paiement des factures			
La plupart du temps	81	17	2
De temps en temps	70	27	3
Presque jamais/jamais	50	43	2
Envisager d'appartenir à			
La classe ouvrière	68	23	4
La classe moyenne inférieure	61	37	2
La classe moyenne	55	43	2
La classe moyenne supérieure	42	57	1
La classe supérieure	39	55	6
Image de l'UE			
Positif	55	43	2
Neutre	59	33	3
Négatif	64	1	34

En revanche, seule une minorité de gestionnaires (49 % contre 50 % en désaccord) et ceux qui se considèrent comme appartenant au milieu supérieur (42 % contre 57 %) ou à la classe supérieure (39 % contre 55 %) sont d'accord que la guerre a eu de graves conséquences financières personnelles.

L'analyse souligne également que les répondants qui sont d'accord avec une déclaration sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'autre. Par exemple, 67 % de ceux qui sont d'accord pour dire que la guerre en Ukraine a de graves conséquences économiques pour leur pays sont également d'accord que la guerre a eu de graves conséquences financières personnelles, contre 32 % qui ne sont pas d'accord sur le fait que la guerre en Ukraine a de graves conséquences économiques pour leur pays.

QD4.2 En pensant aux conséquences de la guerre en Ukraine, veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes. La guerre en Ukraine a de graves conséquences économiques pour {NOTRE PAYS} (% — UE)

	Total «Accepter»	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
EU-27	83	14	3
Sexe			
Homme	82	16	2
Femme	83	13	4
Âge			
15-24	79	15	6
25-39	83	15	2
40-54	84	14	2
55	83	13	4
Éducation (fin de)			
-15	83	12	5
16-19	85	12	3
20	81	17	2
Continue d'étudier	80	15	5
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleur indépendant	84	15	1
Gestionnaires	81	18	1
Autres colliers blancs	84	14	2
Travailleurs manuels	83	14	3
Personnes de la maison	80	14	6
Chômeurs	84	12	4
Retraité	84	12	4
Étudiants	80	15	5
Difficultés de paiement des factures			
La plupart du temps	85	11	4
De temps en temps	82	15	3
Presque jamais/jamais	83	14	3
Envisager d'appartenir à			
La classe ouvrière	84	11	5
La classe moyenne inférieure	83	15	2
La classe moyenne	84	14	2
La classe moyenne supérieure	75	23	2
La classe supérieure	79	19	2
Image de l'UE			
Positif	84	14	2
Neutre	81	14	5
Négatif	83	15	2



IV. La sécurité européenne menacée

Plus de sept sur dix sont d'accord pour dire que l'invasion de l'Ukraine constitue une menace pour la sécurité nationale et européenne.

Plus des trois quarts des répondants (78 %, -1 point de pourcentage depuis mai-juin 2023) conviennent que l'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une menace pour la sécurité de l'UE, 39 % (-2 points de pourcentage) se disant «totalement d'accord». ¹⁵ Près d'un sur cinq (18 %, + 1 pp) ne sont pas d'accord.

Près des trois quarts (73 %, -2 pp) sont d'accord pour dire que l'invasion de l'Ukraine par la Russie est une menace pour la sécurité de leur pays, dont 34 % (-3 PP) qui se disent «totalement d'accord». Plus d'un sur cinq (23 %, + 3 pp) ne sont pas d'accord.

QD3. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. (UE27) (%)

L'invasion de l'Ukraine par la Russie est une menace pour la sécurité de l'UE



L'invasion de l'Ukraine par la Russie est une menace pour la sécurité de (Notre pays)



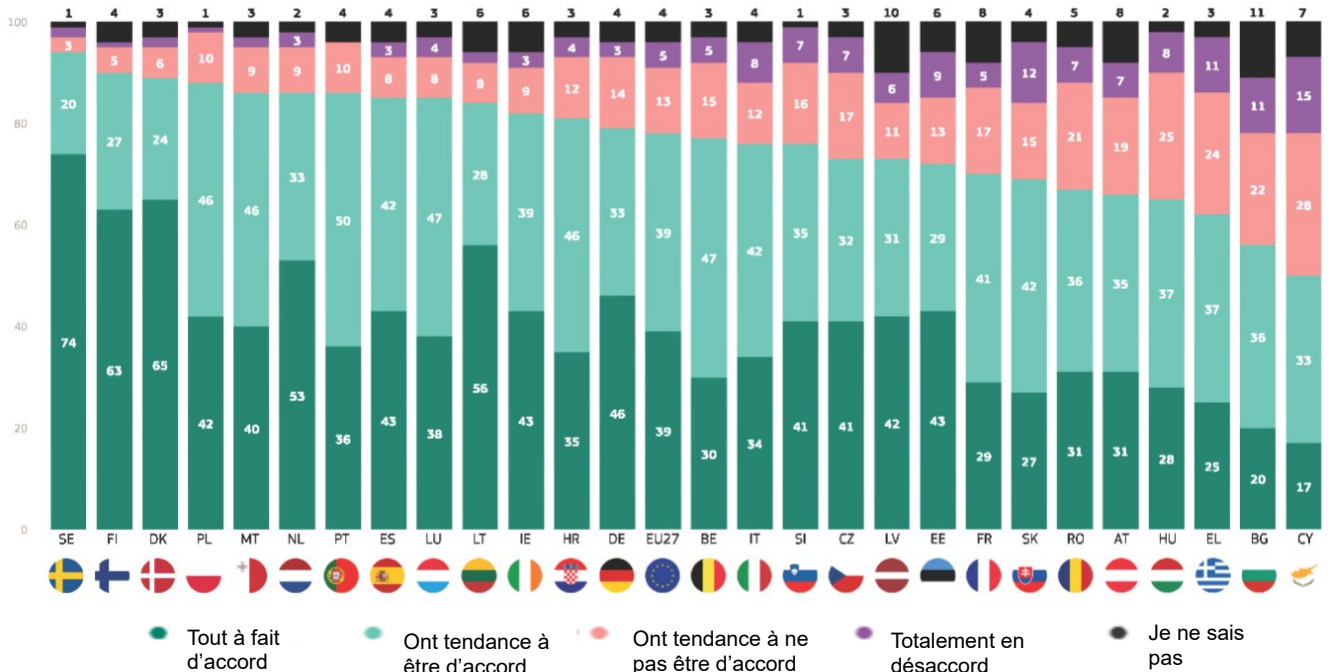
● Tout à fait d'accord
 ● Ont tendance à être d'accord
 ● Ont tendance à ne pas être d'accord
 ● Totalement en désaccord
 ● Je ne sais pas

¹⁵ QD3. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. 3.1 L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une menace pour la sécurité de l'UE; 3.2 L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une menace pour la sécurité de (Notre pays).

Au moins la moitié des personnes interrogées dans chaque État membre conviennent que l'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une menace pour la sécurité de l'UE. L'accord est le plus répandu en Suède (94 %), en Finlande (90 %) et au Danemark (89 %), avec 50 % à Chypre, 56 % en Bulgarie et 62 % en Grèce.

Dans 26 États membres, au moins un répondant sur cinq est «entièrement d'accord», et dans cinq pays au moins la moitié le font: Suède (74 %), Danemark (65 %), Finlande (63 %), Lituanie (56 %), Pays-Bas (53 %). Cela se compare à 17 % à Chypre qui «entièrement d'accord».

QD3.1. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. L'invasion de l'Ukraine par la Russie est une menace pour la sécurité de l'UE (en %)



Depuis mai-juin 2023, l'accord selon lequel l'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une menace pour la sécurité de l'UE a diminué dans 16 pays, le plus important observé parmi les répondants en Hongrie (65 %, -9 pp), à Chypre (50 %, -9 pp) et au Portugal (86 %, -7 pp).

L'accord a augmenté dans six pays, mais pas plus de trois points de pourcentage. L'avis est resté stable au Danemark, au Luxembourg, en Pologne, en Roumanie et en Suède.

QD3.1 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une menace pour la sécurité de l'UE (%)

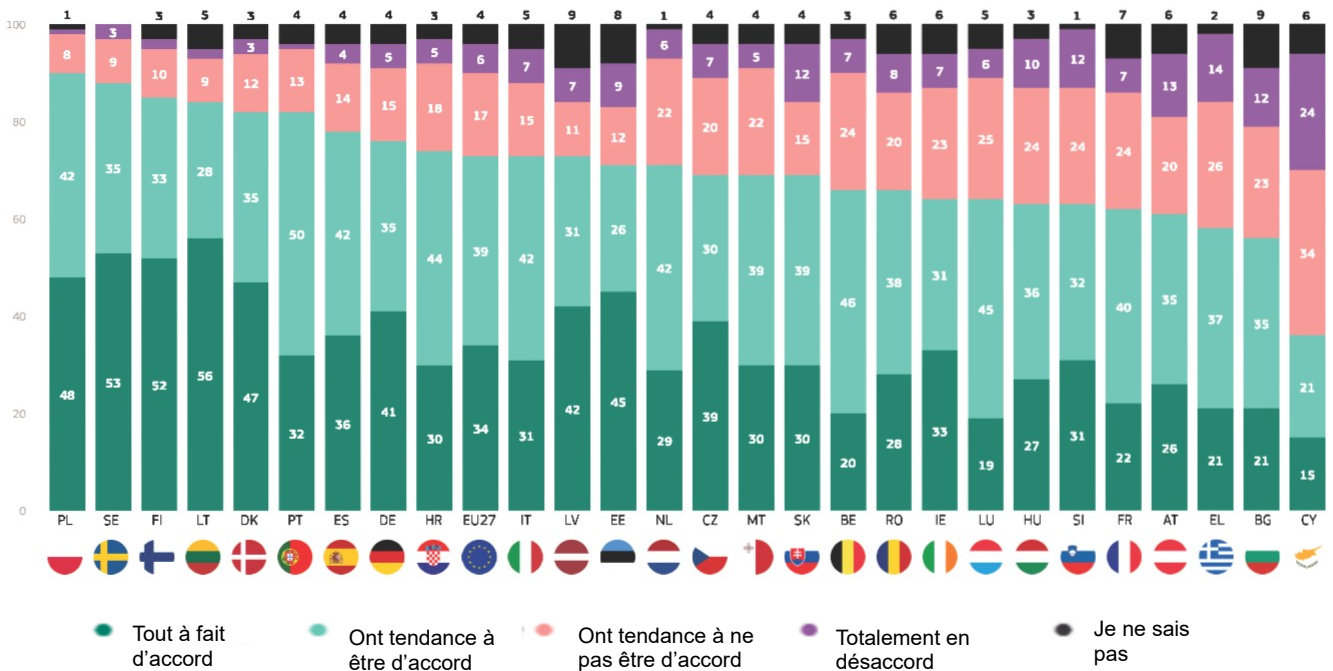
		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepte r»	Octobre/nov. 2023	78	77	56	73	89	79	72	82	62	85	70	81	76	50	73	84	85	65	86	86	66	88	86	67	76	69	90	94
	—Mai/juin 2023	-1	-3	-2	-6	0	-3	3	-6	-6	2	-3	-6	-2	-9	-4	-4	0	-9	-6	-1	3	0	-7	0	2	1	2	0
Total «Désacc ord»	Octobre/nov. 2023	18	20	33	24	8	17	22	12	35	11	22	16	20	43	17	10	12	33	11	12	26	11	10	28	23	27	6	5
	—Mai/juin 2023	1	2	2	7	-1	2	0	5	6	0	4	4	2	11	3	2	1	9	5	0	-6	1	8	-2	0	2	-2	0
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	4	3	11	3	3	4	6	6	3	4	8	3	4	7	10	6	3	2	3	2	8	1	4	5	1	4	4	1
	—Mai/juin 2023	0	1	0	-1	1	1	-3	1	0	-2	-1	2	0	-2	1	2	-1	0	1	1	3	-1	-1	2	-2	-3	0	0

Dans tous les États membres sauf un, la majorité des répondants sont d'accord pour dire que l'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une menace pour la sécurité de leur pays, bien que les proportions varient de 90 % en Pologne, 88 % en Suède et 85 % en Finlande à 56 % en Bulgarie, 58 % en Grèce et 61 % en Autriche.

L'exception est Chypre, où 36 % sont d'accord et 58 % sont en désaccord.

Il y a trois pays où au moins la moitié des répondants «entièrement d'accord»: Lituanie (56 %), Suède (53 %) et Finlande (52 %) — En revanche, 15 % à Chypre «entièrement d'accord».

QD3.2. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. L'invasion de l'Ukraine par la Russie est une menace pour la sécurité de (Notre pays) (%)



Depuis mai-juin 2023, l'accord selon lequel l'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une menace pour la sécurité de leur pays a diminué parmi les répondants de 18 pays, notamment en Irlande (64 %, -13 points de pourcentage), à Malte (69 %, -10 points de pourcentage), au Portugal (82 %, -9 pp) et en Croatie (74 %, -9 pp).

Il n'y a pas eu de changement d'opinion en Espagne.

QD3.2 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. L'invasion de l'Ukraine par la Russie est une menace pour la sécurité de (Notre pays) (%)

		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	Octobre/nov. 2023	73	66	56	69	82	76	71	64	58	78	62	74	73	36	73	84	64	63	69	71	61	90	82	66	63	69	85	88
	—Mai/juin 2023	-2	-3	-2	-8	1	-2	3	-13	-6	0	-2	-9	-4	-5	-5	-5	-7	-7	-10	-5	8	2	-9	1	-2	1	3	1
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	23	31	35	27	15	20	21	30	40	18	31	23	22	58	18	11	31	34	27	28	33	9	14	28	36	27	12	12
	—Mai/juin 2023	3	2	2	8	-1	1	-2	12	7	2	4	8	3	6	4	3	6	6	9	5	-8	-1	10	-3	4	1	-2	-1
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	4	3	9	4	3	4	8	6	2	4	7	3	5	6	9	5	5	3	4	1	6	1	4	6	1	4	3	0
	—Mai/juin 2023	-1	1	0	0	0	1	-1	1	-1	-2	-2	1	1	-1	1	2	1	1	1	0	0	-1	-1	2	-2	-2	-1	0

L'analyse sociodémographique montre que plus de six répondants sur dix dans chaque groupe sont d'accord avec chaque énoncé. Il y a peu de différences d'opinion entre les sexes ou en fonction du niveau d'éducation, mais il existe d'autres variations notables.

Les répondants âgés de 15 à 24 ans (67 %) sont moins susceptibles d'admettre que l'invasion constitue une menace pour la sécurité de leur pays que les répondants plus âgés, et en particulier ceux âgés de 55 ans ou plus (75 %). Les chômeurs sont moins susceptibles que les autres groupes socioprofessionnels de se mettre d'accord à la fois dans le cas de l'UE (71 %) et de leur pays (66 %).

Les résultats soulignent également que moins un répondant éprouve de difficultés à payer des factures, plus il est susceptible d'être d'accord avec chaque déclaration. Par exemple, 80 % qui n'ont jamais ou presque jamais de difficultés à payer des factures conviennent que l'invasion est une menace pour la sécurité de l'UE, contre 71 % qui ont des difficultés à payer les factures la plupart du temps.

Enfin, les répondants qui se considèrent comme appartenant à la classe supérieure sont les plus susceptibles d'être d'accord en ce qui concerne à la fois l'UE (84 %) et leur pays (79 %). Ceux qui se considèrent comme appartenant à la classe moyenne inférieure sont les moins susceptibles d'être d'accord avec chaque affirmation.

QD3.1-2 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes.
Total «accord» (% — UE)

	L'invasion de l'Ukraine par la Russie est une menace pour la sécurité de l'UE	L'invasion de l'Ukraine par la Russie est une menace pour la sécurité de (Notre pays)
EU-27	78	73
Sexe		
Homme	77	71
Femme	79	74
Âge		
15-24	75	67
25-39	76	72
40-54	77	73
55	80	75
Éducation (fin de)		
-15	77	72
16-19	76	73
20	81	74
Continue d'étudier	79	70
Catégorie socioprofessionnelle		
Travailleur indépendant	80	75
Gestionnaires	80	74
Autres colliers blancs	77	73
Travailleurs manuels	75	71
Personnes de la maison	74	73
Chômeurs	71	66
Retraité	80	76
Étudiants	79	70
Difficultés de paiement des factures		
La plupart du temps	71	67
De temps en temps	73	70
Presque jamais/jamais	80	75
Envisager d'appartenir à		
La classe ouvrière	75	73
La classe moyenne inférieure	74	69
La classe moyenne	79	75
La classe moyenne supérieure	82	72
La classe supérieure	84	79
Image de l'UE		
Positif	85	79
Neutre	76	72
Négatif	64	61



V. L'action future de l'UE à la suite de la guerre

1. Coopération en matière de défense dans l'UE

Le soutien à la coopération en matière de défense et à l'augmentation des dépenses reste solide.

Les répondants ont été interrogés sur la mesure dans laquelle ils sont d'accord ou en désaccord avec quatre déclarations sur la coopération en matière de défense dans l'UE.¹⁶ L'accord avec chaque déclaration est resté relativement stable depuis mai-juin 2023.

Près de huit répondants sur dix (79 %, -1 point de pourcentage depuis mai-juin 2023) conviennent que la coopération en matière de défense au niveau de l'UE devrait être renforcée, 38 % (sans changement) déclarant «totalement d'accord». Un peu plus d'un sur dix (14 %, + 1 pp) ne sont pas d'accord.

Plus des trois quarts (77 %, sans changement) conviennent que l'achat d'équipements militaires par les États membres devrait être mieux coordonné, y compris 37 % (+ 1 point de pourcentage) qui «entièrement d'accord». En revanche, 13 % (-1 pp) sont en désaccord avec cette affirmation.

Près de sept répondants sur dix (69 %, sans changement) sont d'accord pour dire que l'UE doit renforcer sa capacité de production d'équipements militaires, 30 % (+ 1 point de pourcentage) se disant «totalement d'accord». Un peu plus d'un sur cinq (22 %, pas de changement) disent qu'ils sont en désaccord.

Un peu moins des deux tiers des répondants (65 %, -1 PP) conviennent que davantage d'argent devrait être dépensé pour la défense dans l'UE, dont 28 % (+ 1 point de pourcentage) qui sont totalement d'accord. Un peu plus d'un quart (26 %, pas de changement) disent être en désaccord.

QD3. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. (UE27) (%)

La coopération en matière de défense au niveau de l'UE devrait être renforcée



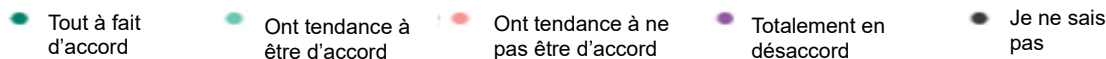
L'achat d'équipements militaires par les États membres devrait être mieux coordonné



L'UE doit renforcer sa capacité à produire des équipements militaires



Plus d'argent devrait être dépensé pour la défense dans l'UE



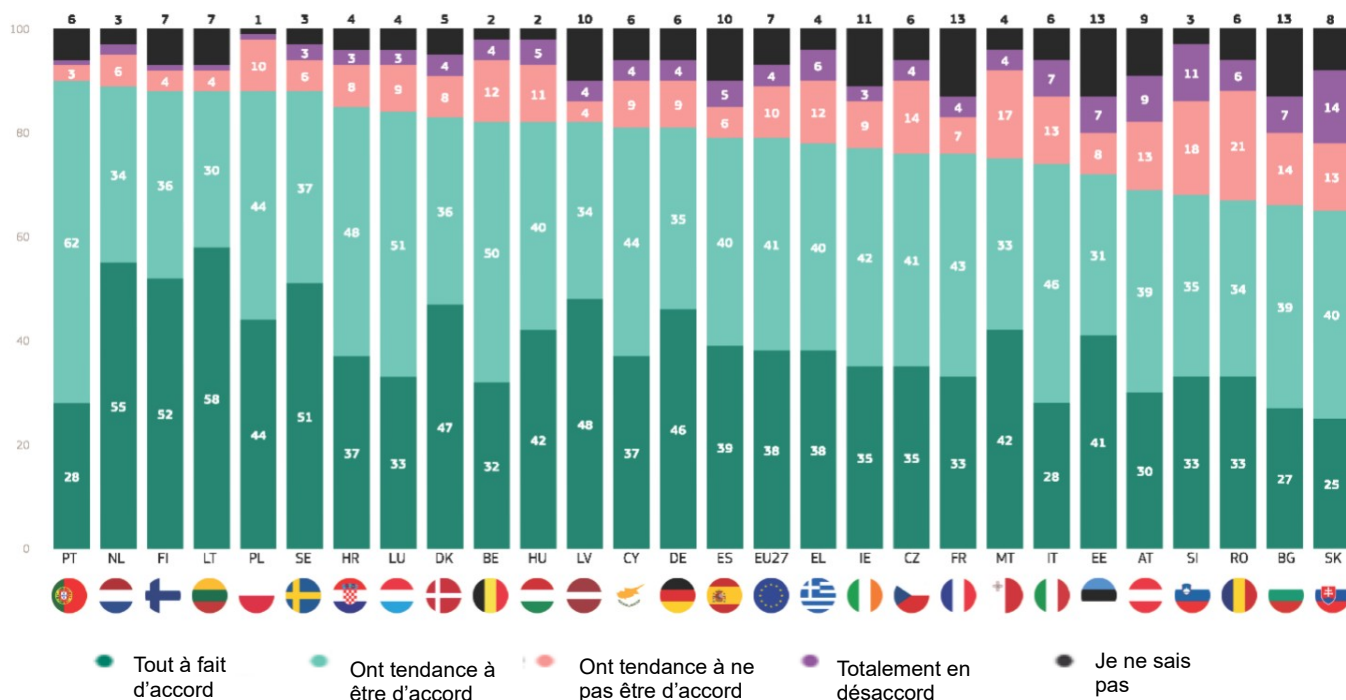
16 QD3. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. 3.4 Il convient de renforcer la coopération en matière de défense au niveau de l'UE; 3.5 Il convient de consacrer davantage d'argent à la défense dans l'UE; 3.6 Il convient de mieux coordonner l'achat d'équipements militaires par les États membres; 3.7 L'UE doit renforcer sa capacité à produire des équipements militaires

Plus de six répondants sur dix dans chaque État membre de l'UE conviennent que la coopération en matière de défense au niveau de l'UE devrait être renforcée, avec des proportions allant de 90 % au Portugal, 89 % aux Pays-Bas et 88 % en Lituanie, en Pologne, en Finlande et en Suède à 65 % en Slovaquie, 66 % en Bulgarie et 67 % en Roumanie.

Il y a sept pays où au moins un sur cinq se dit en désaccord: Slovaquie (29 %), Roumanie et Slovaquie (27 % chacune), Autriche (22 %), Bulgarie et Malte (21 % chacune) et Italie (20 %).

Dans chaque pays, au moins un quart «entièrement d'accord» et en Lituanie (58 %), aux Pays-Bas (55 %), en Finlande (52 %) et en Suède (51 %) au moins la moitié le font. Cela se compare à 25 % en Slovaquie, 27 % en Bulgarie et 28 % en Italie et au Portugal qui «entièrement d'accord».

QD3.4. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. —La coopération en matière de défense au niveau de l'UE devrait être renforcée (%)



Dans 18 États membres de l'UE, les répondants sont moins susceptibles de convenir que la coopération en matière de défense au niveau de l'UE devrait être renforcée qu'en mai-juin 2023, les plus fortes baisses observées à Malte (75 %, -13 points de pourcentage) et en Irlande (77 %, -8 points de pourcentage).

Ungrement a augmenté dans six pays dont l'Autriche (69 %, + 5 pp) et est resté stable en France.

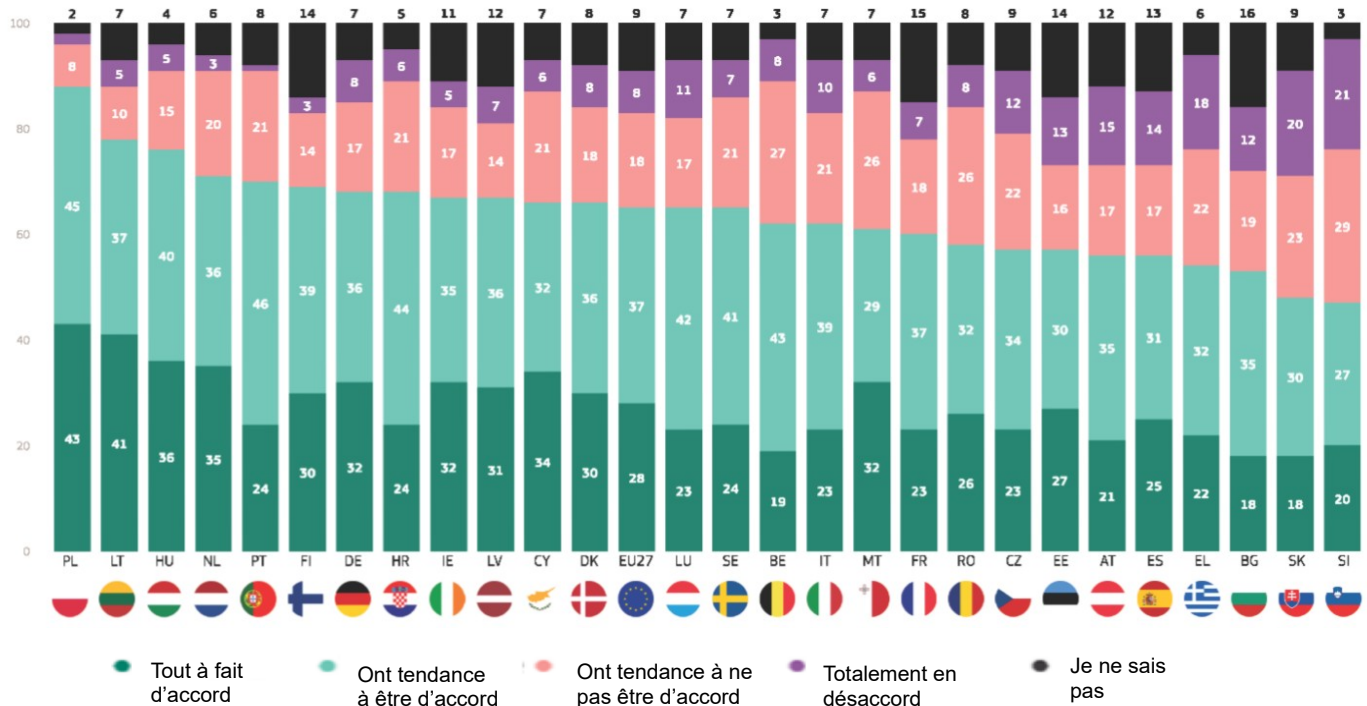
QD3.4 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. La coopération en matière de défense au niveau de l'UE devrait être renforcée (%)

		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	Octobre/nov. 2023	79	82	66	76	83	81	72	77	78	79	76	85	74	81	82	88	84	82	75	89	69	88	90	67	68	65	88	88
	—Mai/juin 2023	-1	-1	-2	-3	2	-2	2	-8	-5	3	0	-5	-1	-2	-1	-2	-5	-3	-13	0	5	0	-2	-5	-1	-1	3	2
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	14	16	21	18	12	13	15	12	18	11	11	11	20	13	8	5	12	16	21	8	22	11	4	27	29	27	5	9
	—Mai/juin 2023	1	2	2	3	-2	0	-3	5	4	-1	0	4	1	4	-1	0	4	2	12	0	-5	0	3	3	2	1	-3	-2
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	7	2	13	6	5	6	13	11	4	10	13	4	6	6	10	7	4	2	4	3	9	1	6	6	3	8	7	3
	—Mai/juin 2023	0	-1	0	0	0	2	1	3	1	-2	0	1	0	-2	2	2	1	1	1	0	0	0	-1	2	-1	0	0	0

Dans 26 États membres de l'UE, la majorité des répondants sont d'accord pour dire que davantage d'argent devrait être dépensé pour la défense dans l'UE. L'accord est le plus répandu en Pologne (88 %), en Lituanie (78 %) et en Hongrie (76 %), tandis que les niveaux les plus faibles sont observés en Slovaquie (47 % contre 50 % en désaccord), en Slovaquie (48 % contre 43 %) et en Bulgarie (53 %).

Dans 12 pays, au moins un quart des répondants sont «entièrement d'accord» avec cette déclaration, avec les plus grandes parts observées en Pologne (43 %), en Lituanie (41 %) et en Hongrie (36 %). En revanche, en Slovaquie (21 %) et en Slovaquie (20 %), au moins un sur cinq «totalement en désaccord».

QD3.5. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. Plus d'argent devrait être dépensé pour la défense dans l'UE (en %)



Il y a 20 pays où l'accord selon lequel plus d'argent devrait être dépensé pour la défense dans l'UE a diminué depuis mai-juin 2023, et les baisses au Portugal (70 %, -19 points de pourcentage) et à Malte (61 %, -17 PP) sont considérablement plus importantes que dans les 18 autres pays.

L'accord a augmenté dans cinq pays, l'augmentation en Autriche (56 %, + 13 points de pourcentage) considérablement plus importante que dans les autres pays. L'avis est resté le même en Espagne et en Belgique.

Par rapport à l'enquête précédente au printemps 2023 (ST99), l'accord est désormais le point de vue majoritaire en Autriche, tandis que le désaccord est désormais celui de la majorité en Slovaquie.

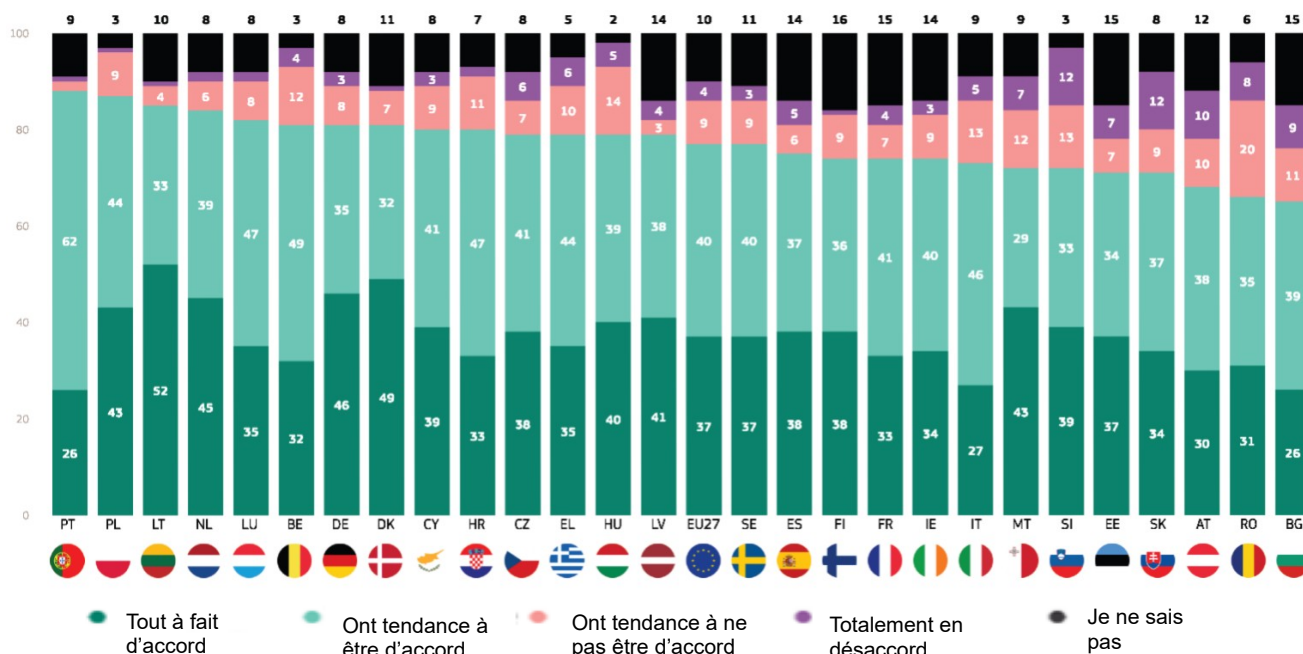
QD3.5 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. Plus d'argent devrait être dépensé pour la défense dans l'UE (%)

	EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	
Total «Accorder»	Octobre/nov. 2023	79	82	66	76	83	81	72	77	78	79	76	85	74	81	82	88	84	82	75	89	69	88	90	67	68	65	88	88
	—Mai/ juin 2023	-1	-1	-2	-3	2	-2	2	-8	-5	3	0	-5	-1	-2	-1	-2	-5	-3	-13	0	5	0	-2	-5	-1	-1	3	2
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	14	16	21	18	12	13	15	12	18	11	11	20	13	8	5	12	16	21	8	22	11	4	27	29	27	5	9	
	—Mai/ juin 2023	1	2	2	3	-2	0	-3	5	4	-1	0	4	1	4	-1	0	4	2	12	0	-5	0	3	3	2	1	-3	-2
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	7	2	13	6	5	6	13	11	4	10	13	4	6	6	10	7	4	2	4	3	9	1	6	6	3	8	7	3
	—Mai/ juin 2023	0	-1	0	0	0	2	1	3	1	-2	0	1	0	-2	2	2	1	1	1	0	0	0	-1	2	-1	0	0	0

Plus de six répondants sur dix dans chaque pays conviennent que l'achat d'équipements militaires par les États membres devrait être mieux coordonné. L'accord est le plus répandu au Portugal (88 %), en Pologne (87 %) et en Lituanie (85 %), bien que 65 % en Bulgarie, 66 % en Roumanie et 68 % en Autriche soient également d'accord.

En Lituanie, plus de la moitié des répondants (52 %) sont «entièrement d'accord» avec cette déclaration, de même que 49 % au Danemark. Cela se compare à 25 % au Portugal et en Bulgarie.

QD3.6. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec ead1 des déclarations suivantes: L'achat d'équipements militaires par les États membres devrait être mieux coordonné (%)



Les évolutions depuis mai-juin 2023 sont mitigées. L'accord a diminué dans 13 pays, celui de Malte (72 %, -14 points de pourcentage) considérablement plus élevé que dans les autres pays et le deuxième plus important en Irlande (74 %, -7 points de pourcentage).

En revanche, l'accord a augmenté dans sept pays dont l'Autriche (68 %, + 8 points de pourcentage). L'avis reste inchangé en Tchéquie, en France, en Italie, en Pologne, en Slovaquie, en Suède et en Finlande.

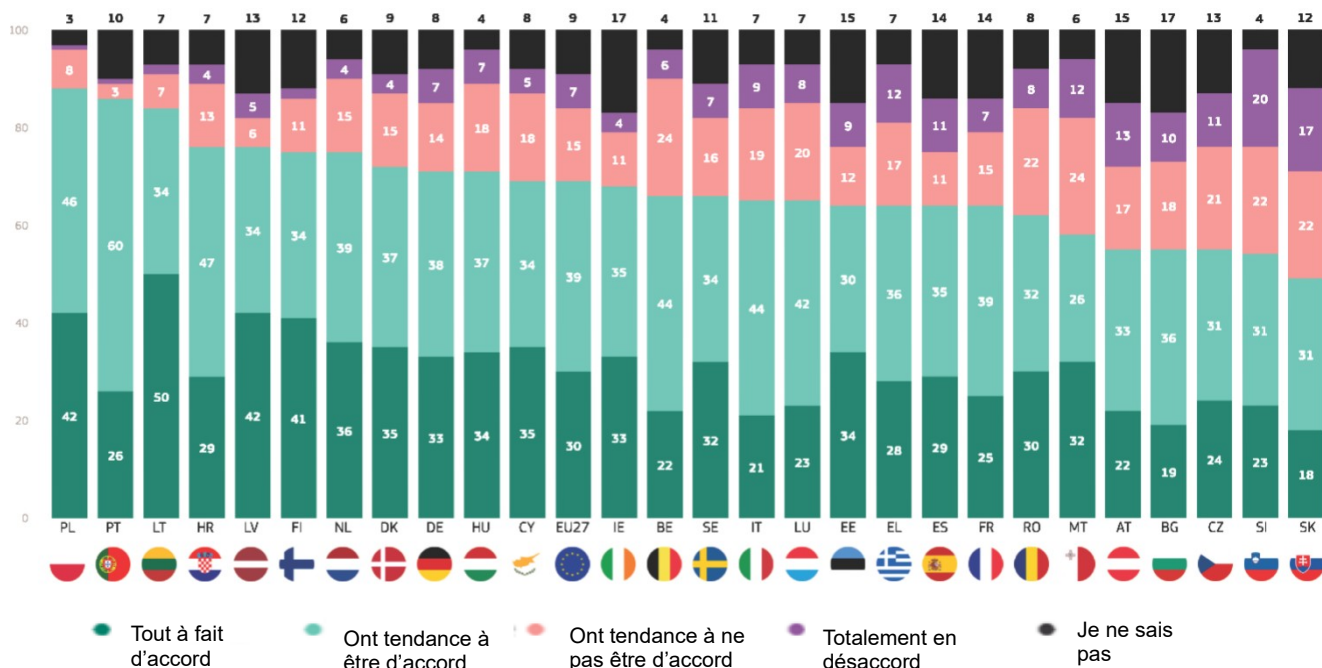
QD3.6 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. L'achat d'équipements militaires par les États membres devrait être mieux coordonné (%)

		EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	Octobre/nov. 2023	77	81	65	79	81	81	71	74	79	75	74	80	73	80	79	85	82	79	72	84	68	87	88	66	72	71	74	77
	—Mai/juin 2023	0	-2	-1	0	-2	-1	-2	-7	-4	2	0	-4	0	1	2	-4	-3	1	-14	-1	8	0	-1	2	2	0	0	0
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	13	16	20	13	8	11	14	12	16	11	11	13	18	12	7	5	10	19	19	8	20	10	3	28	25	21	10	12
	—Mai/juin 2023	-1	2	0	0	-2	-1	0	4	4	-2	0	2	-1	-1	-4	0	0	-1	10	0	-8	1	1	-3	0	-1	0	-2
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	10	3	15	8	11	8	15	14	5	14	15	7	9	8	14	10	8	2	9	8	12	3	9	6	3	8	16	11
	—Mai/juin 2023	1	0	1	0	4	2	2	3	0	0	0	2	1	0	2	4	3	0	4	1	0	-1	0	1	-2	1	0	2

La majorité des répondants dans chaque État membre de l'UE conviennent que l'UE doit renforcer sa capacité à produire des équipements militaires, mais cela masque des variations nationales considérables. Les niveaux d'accord vont de 88 % en Pologne, 86 % au Portugal et 84 % en Lituanie à 49 % en Slovaquie (contre 39 % en désaccord), 54 % en Slovénie et 55 % en Autriche, en Tchéquie et en Bulgarie.

Dans 16 pays, les répondants sont désormais moins susceptibles de convenir que l'UE doit renforcer sa capacité de production d'équipements militaires qu'elle ne l'était en mai-juin 2023. Le recul à Malte (58 %, -18 points de pourcentage) est considérablement plus important que dans d'autres pays, le deuxième plus important enregistré au Luxembourg (65 %, -9 points de pourcentage) et en Grèce (64 %, -9 points de pourcentage).

QD3.7. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. —L'UE doit renforcer sa capacité à produire des équipements militaires (%)



Au moins quatre répondants sur dix en Lituanie (50 %), en Pologne et en Lettonie (42 % chacun) et en Finlande (41 %) sont «totalement d'accord» avec cette déclaration, contre 18 % en Slovaquie, 19 % en Bulgarie et 21 % en Italie.

Dans huit pays, en revanche, l'accord a augmenté, le plus important enregistré en Autriche (55 %, + 6 points de pourcentage). Il n'y a pas eu de changement en Roumanie, au Danemark ou en France.

QD3.7. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. —L'UE doit renforcer sa capacité à produire des équipements militaires (%)

	EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»																												
Octobre/nov. 2023	69	66	55	55	72	71	64	68	64	64	64	76	65	69	76	84	65	71	58	75	55	88	86	62	54	49	75	66
—Mai/ juin 2023	0	-5	-2	-6	0	2	4	-7	-9	1	0	-1	-4	-2	-1	-5	-9	3	-18	-3	6	1	-2	0	-2	-3	2	1
Total «Désaccord»																												
Octobre/nov. 2023	22	30	28	32	19	21	21	15	29	22	22	17	28	23	11	9	28	25	36	19	30	9	4	30	42	39	13	23
—Mai/ juin 2023	0	4	1	5	0	-4	-3	2	8	-1	1	-2	4	3	-2	4	7	-4	17	2	-11	-1	1	-3	3	3	1	-3
Je ne sais pas																												
Octobre/nov. 2023	9	4	17	13	9	8	15	17	7	14	14	7	7	8	13	7	7	4	6	6	15	3	10	8	4	12	12	11
—Mai/ juin 2023	0	1	1	1	0	2	-1	5	1	0	-1	3	0	-1	3	1	2	1	1	1	5	0	1	3	-1	0	-3	2

L'analyse sociodémographique ne montre aucune différence notable d'opinion entre les groupes d'âge. Toutefois, il montre que les hommes sont plus susceptibles d'être d'accord avec chaque déclaration que les femmes, et en particulier qu'il convient de dépenser plus d'argent pour la défense dans l'UE (69 % contre 61 %).

L'analyse montre également un schéma cohérent basé sur le niveau d'éducation: plus un répondant est resté longtemps dans l'éducation, plus il est susceptible d'être d'accord avec chaque énoncé. Par exemple, 83 % des personnes ayant terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont d'accord sur la coopération en matière de défense au niveau de l'UE, contre 73 % qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins. Pour les trois autres énoncés, la différence la plus importante peut être observée entre ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins et ceux qui ont terminé leurs études à partir de 16 ans.

Dans tous les groupes socioprofessionnels, les gestionnaires sont les plus susceptibles d'être d'accord avec chaque déclaration, tandis que les chômeurs et les personnes au foyer sont généralement les moins susceptibles de le faire. Par exemple, 73 % des gestionnaires conviennent que l'UE doit renforcer sa capacité à produire des équipements militaires, contre 59 % des chômeurs et 61 % des personnes au foyer.

L'analyse souligne également que moins un répondant éprouve de difficultés à payer des factures, plus il est susceptible d'être d'accord avec chaque déclaration. Par exemple, pour la déclaration «l'achat d'équipements militaires par les États membres devrait être mieux coordonné», 70 % qui n'ont jamais ou presque jamais de difficultés à payer leurs factures sont d'accord, contre 61 % de ceux qui ont des difficultés la plupart du temps.

Les niveaux d'accord varient également selon la classe sociale subjective. Les répondants qui se considèrent comme appartenant à la classe supérieure sont plus susceptibles d'être d'accord avec chaque affirmation que ceux qui se considèrent comme appartenant à d'autres classes, et en particulier à la classe moyenne inférieure ou à la classe ouvrière. Par exemple, 74 % de ceux qui se considèrent comme appartenant à la classe supérieure conviennent que plus d'argent devrait être dépensé pour la défense dans l'UE, contre 61 % des répondants qui se considèrent comme appartenant à la classe ouvrière.

Enfin, ceux qui ont une image positive de l'UE sont beaucoup plus susceptibles d'être d'accord avec chaque déclaration que ceux qui ont un point de vue négatif. À titre d'exemple, 89 % d'entre eux sont d'avis que la coopération en matière de défense au niveau de l'UE devrait être renforcée, contre 62 % de ceux qui ont un point de vue négatif.

QD3.4-7 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. Total «accord» (% — UE)

	La coopération en matière de défense au niveau de l'UE devrait être renforcée	L'achat d'équipements militaires par les États membres devrait être mieux coordonné	L'UE doit renforcer sa capacité à produire des équipements militaires	Plus d'argent devrait être dépensé pour la défense dans l'UE
EU-27	79	77	69	65
Sexe				
Homme	81	80	72	69
Femme	78	74	65	61
Âge				
15-24	81	78	69	63
25-39	80	78	67	63
40-54	80	79	70	67
55	78	76	68	64
Éducation (fin de)				
-15	73	70	64	57
16-19	78	76	69	65
20	83	80	71	68
Continue d'étudier	83	79	66	62
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleur indépendant	82	80	72	69
Gestionnaires	84	82	73	70
Autres colliers blancs	80	78	69	67
Travailleurs manuels	78	77	70	65
Personnes de la maison	72	69	61	57
Chômeurs	72	68	59	54
Retraité	78	75	68	64
Étudiants	83	79	66	62
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	68	69	61	54
De temps en temps	76	75	67	62
Presque jamais/jamais	82	79	70	67
Envisager d'appartenir à				
La classe ouvrière	75	72	65	61
La classe moyenne inférieure	78	76	66	59
La classe moyenne	81	80	70	67
La classe moyenne supérieure	85	81	74	70
La classe supérieure	88	86	81	74
Image de l'UE				
Positif	89	85	78	75
Neutre	77	74	65	61
Négatif	62	64	52	47

2. La sécurité énergétique dans l'UE

Les grandes majorités sont toujours d'accord avec toute une série d'orientations de la politique énergétique de l'UE, avec peu ou pas de changement depuis mai-juin 2023.

Les répondants ont été interrogés sur la mesure dans laquelle ils étaient d'accord ou en désaccord avec toute une série d'orientations potentielles pour les politiques énergétiques de l'UE.¹⁷ Le soutien reste élevé: pour chaque déclaration, plus des trois quarts sont d'accord.

Plus de huit sur dix (83 %, -2 point de pourcentage depuis mai-juin 2023) conviennent que l'UE devrait investir massivement dans les énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire, avec près de la moitié (47 %, -3 points de pourcentage) déclarant «totalement d'accord». Un peu plus d'un sur dix (12 %, + 1 PP) ne sont pas d'accord.

Presque autant (82 %, aucun changement) sont d'accord pour dire que l'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports et des marchandises rendra l'UE moins dépendante des producteurs d'énergie en dehors de l'UE, dont 42 % (+ 1 PP) qui «entièrement d'accord». En revanche, un peu plus d'un sur dix (12 %, aucun changement) n'est pas d'accord.

Plus de huit personnes sur dix (81 %, -1 point de pourcentage) sont également d'accord pour dire que l'UE devrait réduire sa dépendance à l'égard des sources d'énergie russes dès que possible, y compris près de la moitié des personnes «entièrement d'accord» (47 %, -1 pp). Un peu plus d'un sur dix (13 %, pas de changement) n'est pas d'accord.

Un peu plus de huit sur dix (81 %, aucun changement) sont d'accord — et 41 % (sans changement) «entièrement d'accord» — que la réduction des importations de pétrole et de gaz et les investissements dans les énergies renouvelables sont importants pour notre sécurité globale. Un peu plus d'un sur dix est en désaccord (13 %, pas de changement).

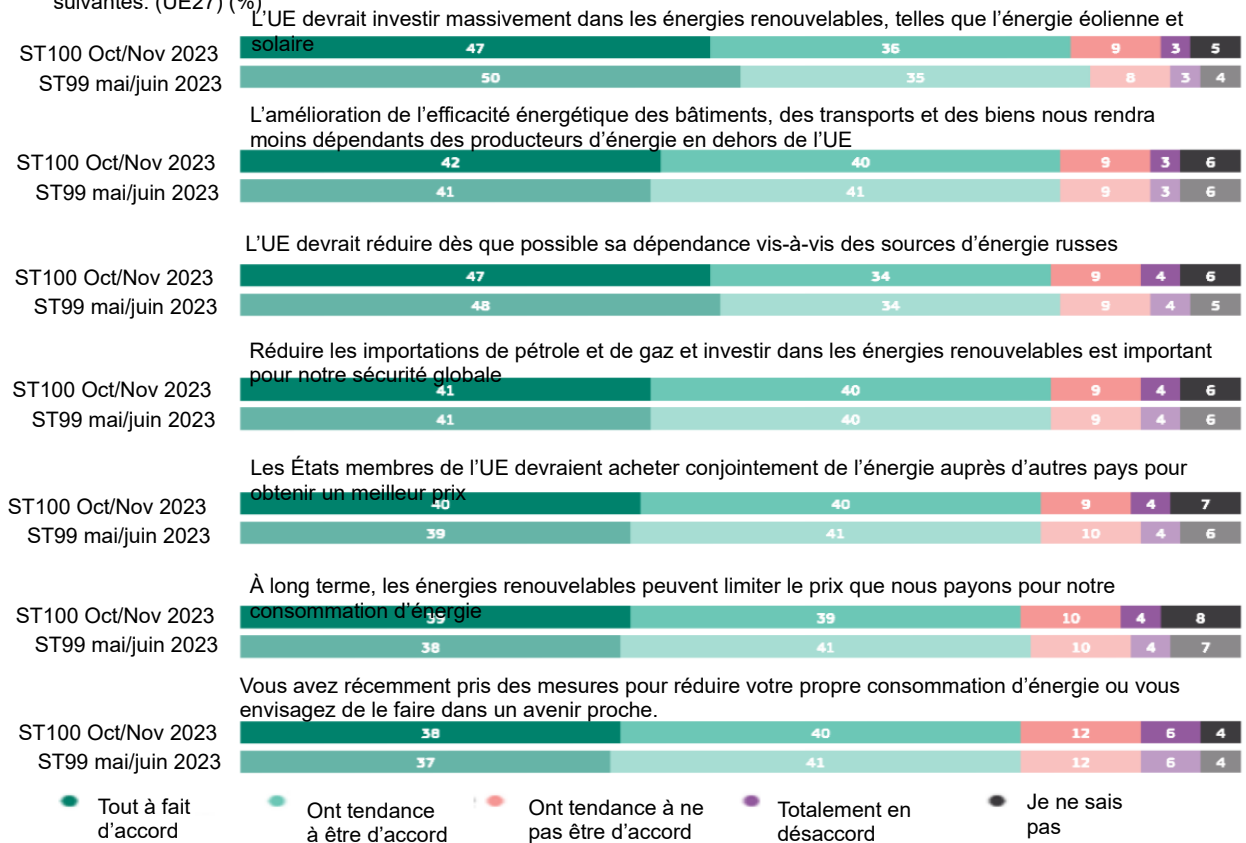
Huit sur dix (80 %, sans changement) conviennent que les États membres de l'UE devraient acheter conjointement de l'énergie auprès d'autres pays pour obtenir un meilleur prix, y compris 40 % (+ 1 PP) qui «entièrement d'accord». Plus d'un sur dix (13 %, -1 pp) ne sont pas d'accord.

Près de huit répondants sur dix (78 %, -1 pp) conviennent qu'à long terme, les énergies renouvelables peuvent limiter le prix qu'ils paient pour leur consommation d'énergie, y compris 39 % (+ 1 PP) qui «entièrement d'accord». Plus d'un sur dix (14 %, aucun changement) est en désaccord avec cette affirmation.

Enfin, plus des trois quarts des répondants ont récemment pris des mesures pour réduire leur propre consommation d'énergie ou prévoient de le faire dans un avenir proche (78 %, sans changement), 38 % (+ 1 point de pourcentage) se disant «totalement d'accord» avec cette déclaration. En revanche, près d'un sur cinq (18 %, pas de changement) disent être en désaccord.

17 QD3. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. 3.8 L'UE devrait réduire dès que possible sa dépendance vis-à-vis des sources d'énergie russes; 3.9 L'UE devrait investir massivement dans les énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire; 3.10 À long terme, les énergies renouvelables peuvent limiter le prix que nous payons pour notre consommation d'énergie; 3.11 L'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports et des biens nous rendra moins dépendants des producteurs d'énergie en dehors de l'UE; 3.12 Il est important de réduire les importations de pétrole et de gaz et d'investir dans les énergies renouvelables pour notre titrisation globale. 3.13 Les États membres de l'UE devraient acheter conjointement de l'énergie auprès d'autres pays pour obtenir un meilleur prix; 3.14 Vous avez récemment pris des mesures pour réduire votre propre consommation d'énergie ou vous envisagez de le faire dans un avenir proche.

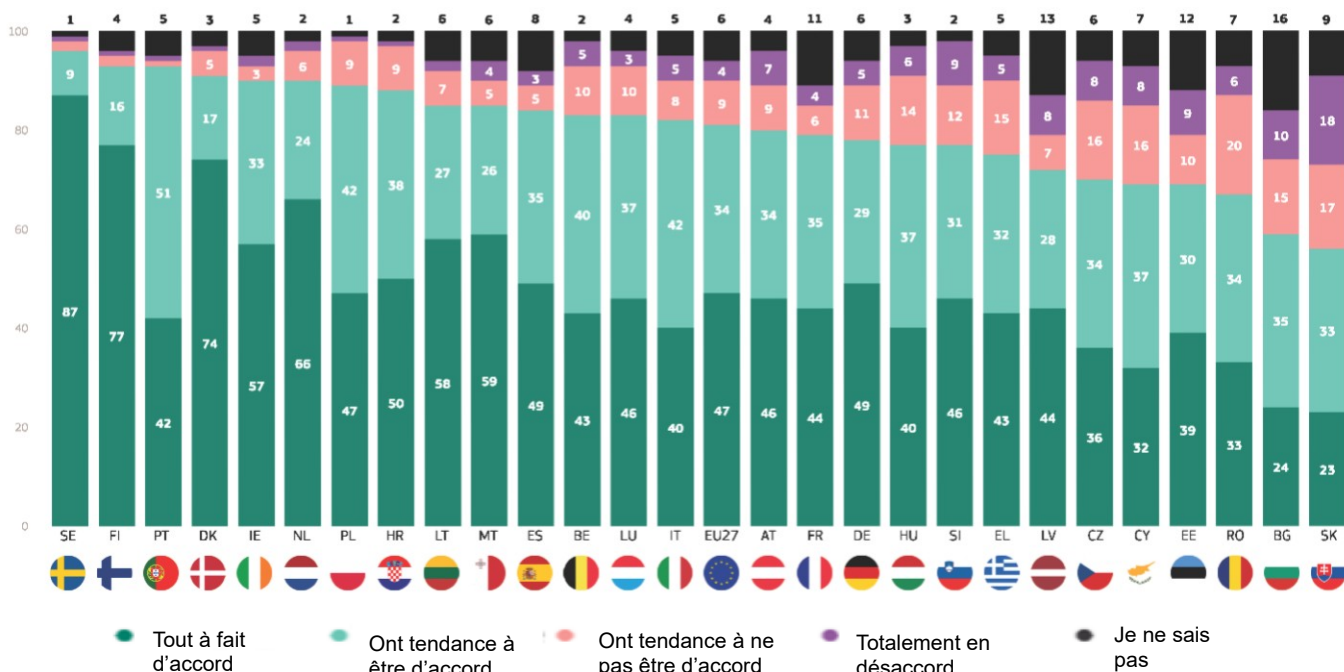
QD3. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. (UE27) (%)



La majorité des répondants dans chaque État membre de l'UE conviennent que l'UE devrait réduire sa dépendance à l'égard des sources d'énergie russes dès que possible, et dans 22 États membres, au moins sept sur dix sont d'accord. Les niveaux d'accord les plus élevés sont observés en Suède (96 %) et au Portugal et en Finlande (91 % chacun), tandis que 56 % en Slovaquie, 59 % en Bulgarie et 67 % en Roumanie sont également d'accord.

Dans sept pays, au moins la moitié des répondants sont «entièrement d'accord», avec les niveaux les plus élevés observés en Suède (87 %), en Finlande (77 %) et au Danemark (74 %). En revanche, 23 % en Slovaquie, 24 % en Bulgarie et 32 % à Chypre «entièrement d'accord».

QD3.8. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. L'UE devrait réduire dès que possible sa dépendance vis-à-vis des sources d'énergie russes (%)



Dans 19 États membres de l'UE, les répondants sont maintenant moins susceptibles de convenir que l'UE devrait réduire sa dépendance à l'égard des sources d'énergie russes dès que possible, les plus fortes baisses observées en Hongrie (77 %, -6 points de pourcentage), au Luxembourg (83 %, -5 pp) et en Lettonie (72 %, -5 points de pourcentage).

En revanche, l'accord a augmenté dans trois pays, dont l'Autriche (80 %, + 6 points de pourcentage), et est resté inchangé en Espagne, en Pologne, en Roumanie, en Finlande et en Suède.

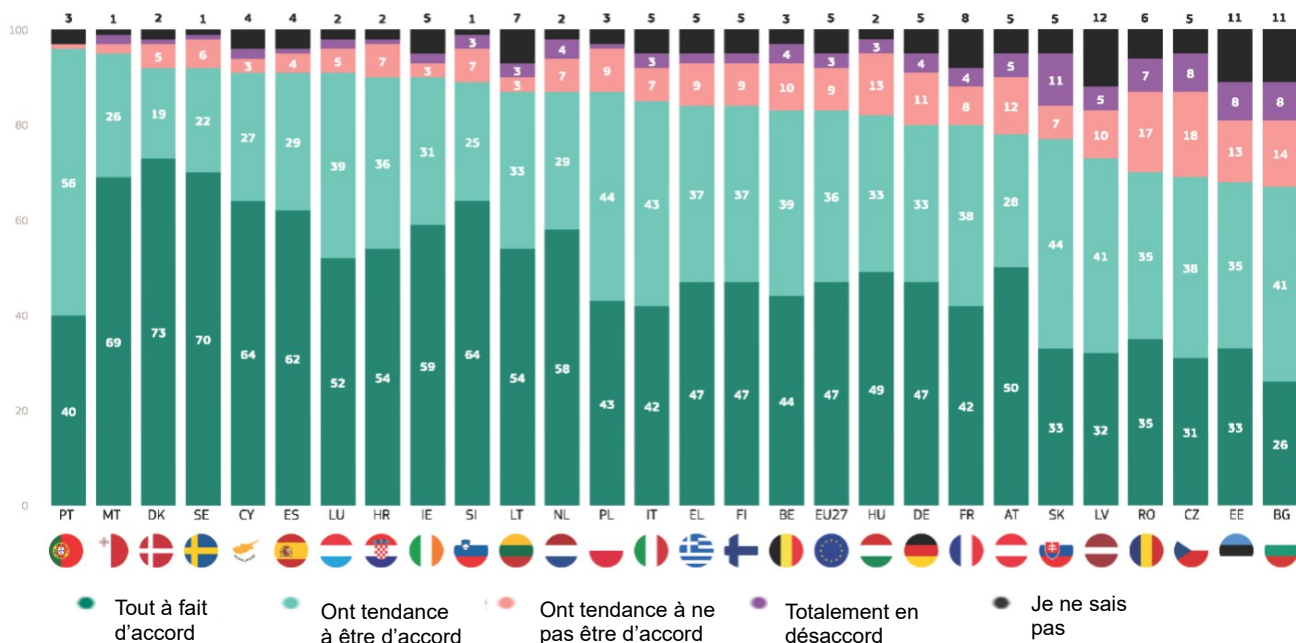
QD3.8 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. L'UE devrait réduire dès que possible sa dépendance vis-à-vis des sources d'énergie russes (%)

	EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	81	83	59	70	91	78	69	90	75	84	79	88	82	69	72	85	83	77	85	90	80	89	93	67	77	56	93	96
—Mai/ juin 2023	-1	-1	-3	-7	-2	-2	-1	-1	-1	0	2	-3	-1	2	-5	-4	-5	-6	-3	-4	6	0	-2	0	-1	-1	0	0
Total «Désaccord»	13	15	25	24	6	16	19	5	20	8	10	10	13	24	15	9	13	20	9	8	16	10	2	26	21	35	3	3
—Mai/ juin 2023	0	1	1	6	1	0	-1	1	1	0	-2	2	0	2	1	2	3	5	1	3	-7	0	2	-3	2	0	0	-1
Je ne sais pas	6	2	16	6	3	6	12	5	5	8	11	2	5	7	13	6	4	3	6	2	4	1	5	7	2	9	4	1
—Mai/ juin 2023	1	0	2	1	1	2	2	0	0	0	0	1	1	-4	4	2	2	1	2	1	1	0	0	3	-1	1	0	1

Plus des deux tiers des répondants dans chaque État membre conviennent que l'UE devrait investir massivement dans les énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire. Les proportions vont de 96 % au Portugal, 95 % à Malte et 92 % au Danemark et en Suède à 67 % en Bulgarie, 68 % en Estonie et 69 % en Tchéquie.

Dans 12 pays, au moins la moitié est «totalemment d'accord», avec les parts les plus importantes au Danemark (73 %), en Suède (70 %) et à Malte (69 %). À l'autre extrémité de l'échelle, 26 % en Bulgarie, 31 % en Tchéquie et 32 % en Lettonie «entièrement d'accord».

QD3.9. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes.
L'UE devrait investir massivement dans les énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire (%)



L'accord a diminué dans 17 États membres de l'UE depuis mai-juin 2023, les plus importants étant observés aux Pays-Bas (87 %, -5 points de pourcentage), en Finlande (84 %, -5 points de pourcentage), en Hongrie (82 %, -5 points de pourcentage) et en Bulgarie (67 %, -5 points de pourcentage).

L'accord a augmenté dans huit pays, le plus important enregistré en Slovaquie (89 %, +4 points de pourcentage) et est resté inchangé en Croatie et au Luxembourg.

QD3.9 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. L'UE devrait investir massivement dans les énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire (%)

	EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»																												
Octobre /nov. 2023	83	83	67	69	92	80	68	90	84	91	80	90	85	91	73	87	91	82	95	87	78	87	96	70	89	77	84	92
—Mai/juin 2023	-2	-1	-5	-4	-2	-4	-3	-4	-4	2	-1	0	1	1	-4	-4	0	-5	-2	-5	3	-2	1	-1	4	2	-5	2
Total «Désaccord»																												
Octobre /nov. 2023	12	14	22	26	6	15	21	5	11	5	12	8	10	5	15	6	7	16	4	11	17	10	1	24	10	18	11	7
—Mai/juin 2023	1	-1	4	4	2	2	4	2	2	0	1	-1	-2	1	0	1	0	4	3	4	-3	1	1	0	-3	0	5	-2
Je ne sais pas																												
Octobre /nov. 2023	5	3	11	5	2	5	11	5	5	4	8	2	5	4	12	7	2	2	1	2	5	3	3	6	1	5	5	1
—Mai/juin 2023	1	2	1	0	0	2	-1	2	2	-2	0	1	1	-2	4	3	0	1	-1	1	0	1	-2	1	-1	-2	0	0

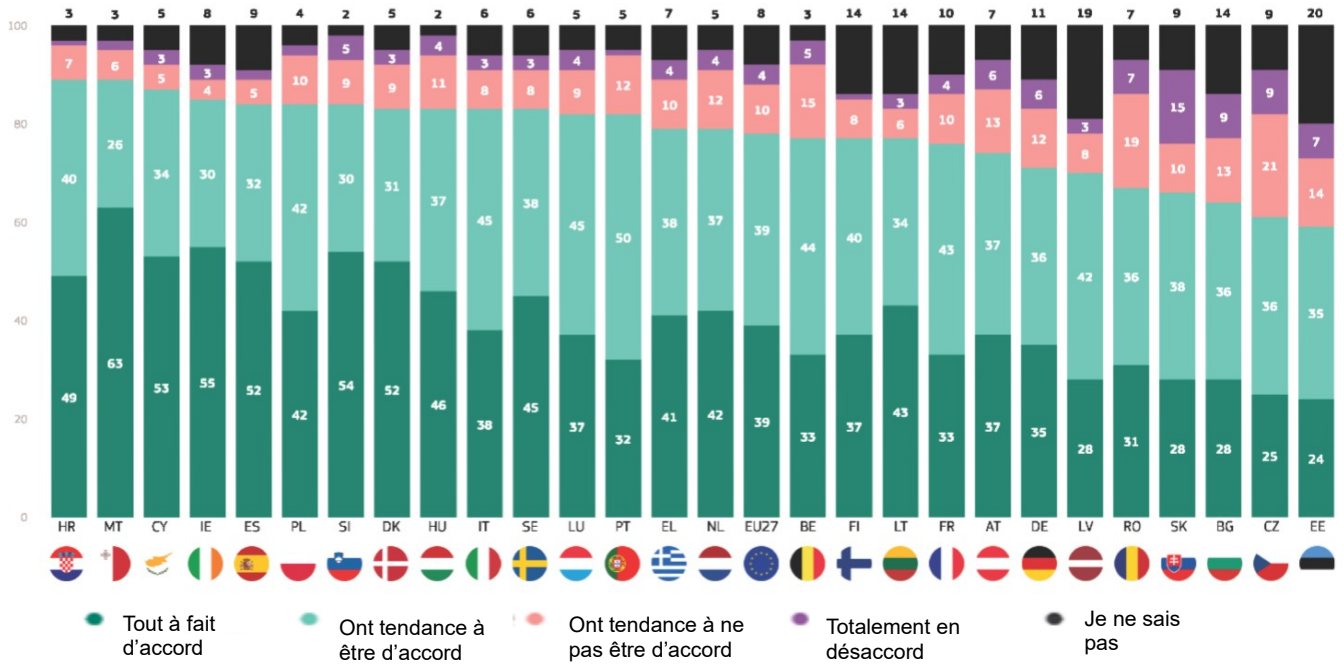
La majorité des répondants dans chaque pays conviennent qu'à long terme, les énergies renouvelables peuvent limiter le prix que nous payons pour notre consommation d'énergie. Ce point de vue est le plus répandu parmi les répondants en Croatie et à Malte (89 % chacun) et à Chypre (87 %), mais 59 % en Estonie 61 % en Tchéquie et 64 % en Bulgarie sont également d'accord.

Il y a six pays où au moins la moitié de tous les répondants «entièrement d'accord» avec cette déclaration: Malte (63 %), l'Irlande (55 %), la Slovaquie (54 %), Chypre (53 %) et l'Espagne et le Danemark (52 % chacun).

En revanche, 24 % en Estonie, 25 % en Tchéquie et 28 % en Bulgarie, en Slovaquie et en Lettonie sont également d'accord.

Il convient de noter qu'un répondant sur cinq en Estonie (20 %) affirme ne pas le savoir.

QD3.10. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes: — le long mn, les énergies renouvelables peuvent limiter le prix que nous payons pour notre consommation d'énergie (%)



Dans 19 pays, l'accord sur le fait qu'à long terme, les énergies renouvelables peuvent limiter le prix que nous payons pour notre consommation d'énergie a diminué depuis mai-juin 2023, et c'est particulièrement le cas à Malte (89 %, -7 points de pourcentage), au Portugal (82 %, -7 PP), en Lituanie (77 %, -7 PP) et en Tchéquie (61 %, -7 pp).

En revanche, l'accord a augmenté dans quatre pays dont l'Autriche (74 %, +5 points de pourcentage) et est resté inchangé en Grèce, en Espagne, en France et en Italie.

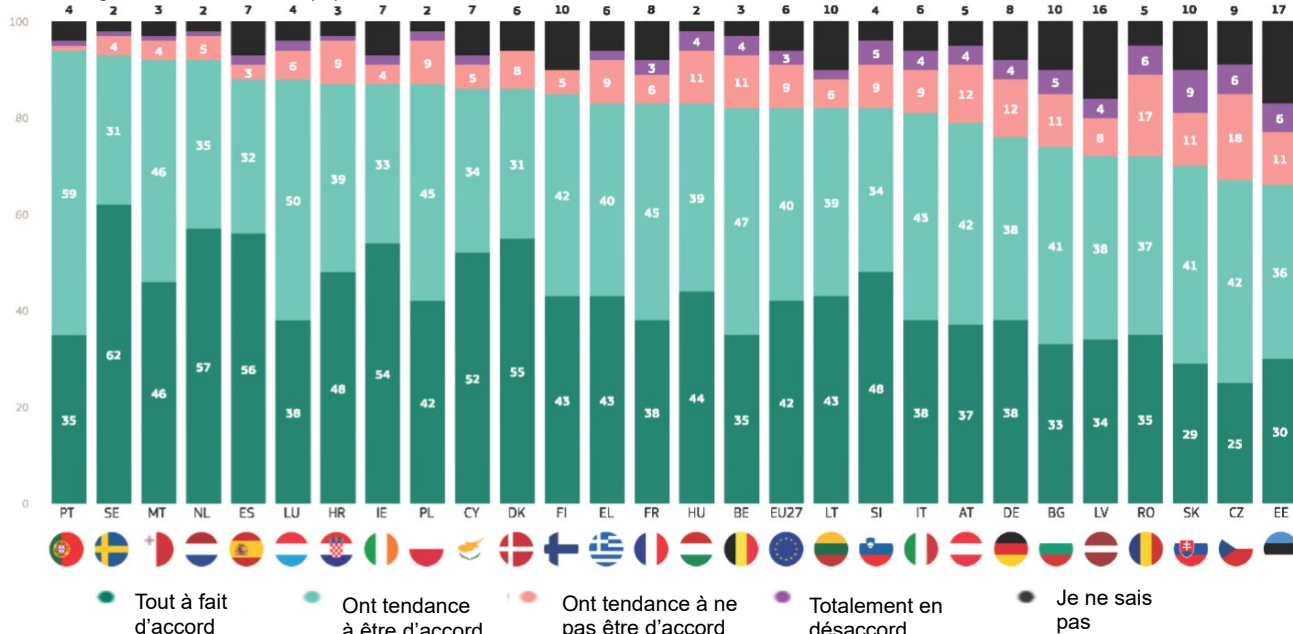
QD3.10 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. À long terme, les énergies renouvelables peuvent limiter le prix que nous payons pour notre consommation d'énergie (%)

	EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	78	77	64	61	83	71	59	85	79	84	76	89	83	87	70	77	82	83	89	79	74	84	82	67	84	66	77	83
—Mai/ juin 2023	-1	-2	-4	-7	-4	-3	-3	-2	0	0	0	-2	0	-1	-2	-7	-1	-1	-7	-6	5	-2	-7	-2	4	1	-3	1
Total «Désaccord»	14	20	22	30	12	18	21	7	14	7	14	8	11	8	11	9	13	15	8	16	19	12	13	26	14	25	9	11
—Mai/ juin 2023	0	3	4	5	5	0	2	1	-2	-1	0	0	-1	3	-2	3	1	1	6	5	-4	1	9	0	-3	-1	2	2
Je ne sais pas	8	3	14	9	5	11	20	8	7	9	10	3	6	5	19	14	5	2	3	5	7	4	5	7	2	9	14	6
—Mai/ juin 2023	1	-1	0	2	-1	3	1	1	2	1	0	2	1	-2	4	4	0	0	1	1	-1	1	-2	2	-1	0	1	-3

Dans chaque État membre de l'UE, au moins les deux tiers des répondants sont d'accord pour dire que l'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports et des biens nous rendra moins dépendants des producteurs d'énergie en dehors de l'UE. L'accord va de 94 % au Portugal, 93 % en Suède et 92 % à Malte et aux Pays-Bas qui sont d'accord, à 66 % en Estonie, 67 % en Tchéquie et 70 % en Slovaquie.

Il y a six pays où au moins la moitié «entièrement d'accord»: Suède (62 %), Pays-Bas (57 %), Espagne (56 %), Danemark (55 %), Irlande (54 %) et Chypre (52 %). Cela se compare à 25 % en Tchéquie, 29 % en Slovaquie et 30 % en Estonie qui «entièrement d'accord».

QD3.11. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. — Accroître l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports et des biens nous rendra moins dépendants des producteurs d'énergie en dehors de l'UE (%)



L'accord selon lequel l'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports et des biens nous rendra moins dépendants des producteurs d'énergie en dehors de l'UE a diminué dans 16 pays depuis mai-juin 2023, les plus importants étant enregistrés en Tchéquie (67 %, -7 points de pourcentage), en Estonie (66 %, -6 points de pourcentage) et en Irlande (87 %, -5 points de pourcentage) et en Lituanie (82 %, -5 points de pourcentage).

En revanche, l'accord a augmenté dans huit pays dont l'Autriche (79 %, +5 points de pourcentage) et est resté stable en Espagne, au Luxembourg et en Slovaquie.

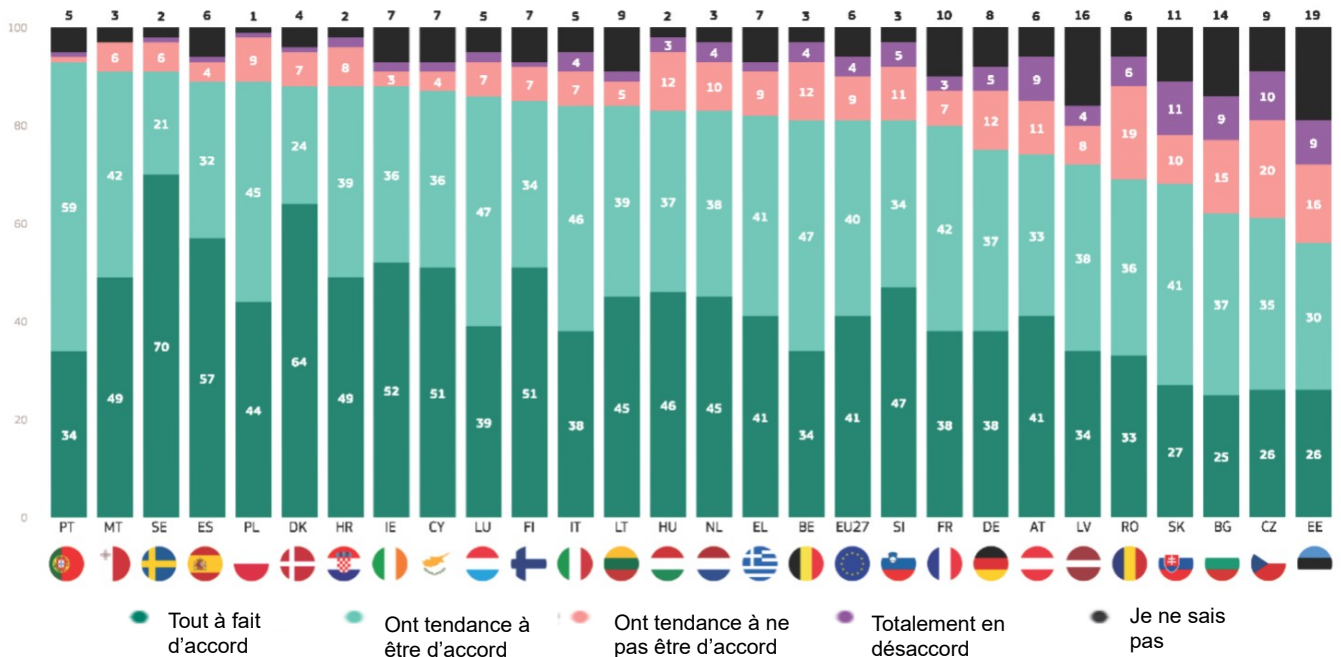
QD3.11 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. L'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports et des biens nous rendra moins dépendants des producteurs d'énergie en dehors de l'UE (%)

	EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	82	82	74	67	86	76	66	87	83	88	83	87	81	86	72	82	88	83	92	92	79	87	94	72	82	70	85	93
—Mai/ juin 2023	0	-4	-3	-7	-2	2	-6	-5	-4	0	2	-4	-2	3	-4	-5	0	-3	-2	-1	5	-2	1	1	0	-3	1	2
Total «Désaccord»	12	15	16	24	8	16	17	6	11	5	9	10	13	7	12	8	8	15	5	6	16	11	2	23	14	20	5	5
—Mai/ juin 2023	0	3	3	6	1	-3	1	2	3	0	1	2	1	-1	0	1	0	3	2	0	-4	3	1	-2	0	-1	-1	0
Je ne sais pas	6	3	10	9	6	8	17	7	6	7	8	3	6	7	16	10	4	2	3	2	5	2	4	5	4	10	10	2
—Mai/ juin 2023	0	1	0	1	1	1	5	3	1	0	-3	2	1	-2	4	4	0	0	0	1	-1	-1	-2	1	0	4	0	-2

Plus de la moitié des répondants dans chaque État membre conviennent que la réduction des importations de pétrole et de gaz et les investissements dans les énergies renouvelables sont importants pour notre sécurité globale, les niveaux les plus élevés étant observés au Portugal (93 %), à Malte et en Suède (91 % chacun). Cela se compare à 56 % en Estonie, 61 % en Tchéquie et 62 % en Bulgarie qui pensent de la même manière.

Les répondants en Suède (70 %) et au Danemark (64 %) sont plus susceptibles que ceux d'autres pays de dire «totalement d'accord», en particulier par rapport à ceux de la Bulgarie (25 %) et de l'Estonie et de la Tchéquie (26 % chacun).

QD3.12. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. Réduire les importations de pétrole et de gaz et investir dans les énergies renouvelables est important pour notre sécurité globale (9/0)



Les changements d'opinion depuis mai-juin 2023 sont généralement mineurs. Dans 15 pays, les répondants sont moins susceptibles d'être d'accord, bien que les baisses soient faibles, les plus importantes étant observées en Croatie (88 %, -4 points de pourcentage), en Lituanie (84 %, -4 points de pourcentage), en Tchéquie (61 %, -4 points de pourcentage) et en Estonie (56 %, -4 points de pourcentage).

En revanche, il y a huit pays dont la Slovaquie (68 %, +6 points de pourcentage) et la Roumanie (69 %, +5 points de pourcentage) où l'accord a augmenté. Il n'y a pas eu de changement d'opinion au Portugal, en Pologne, en Italie et en France.

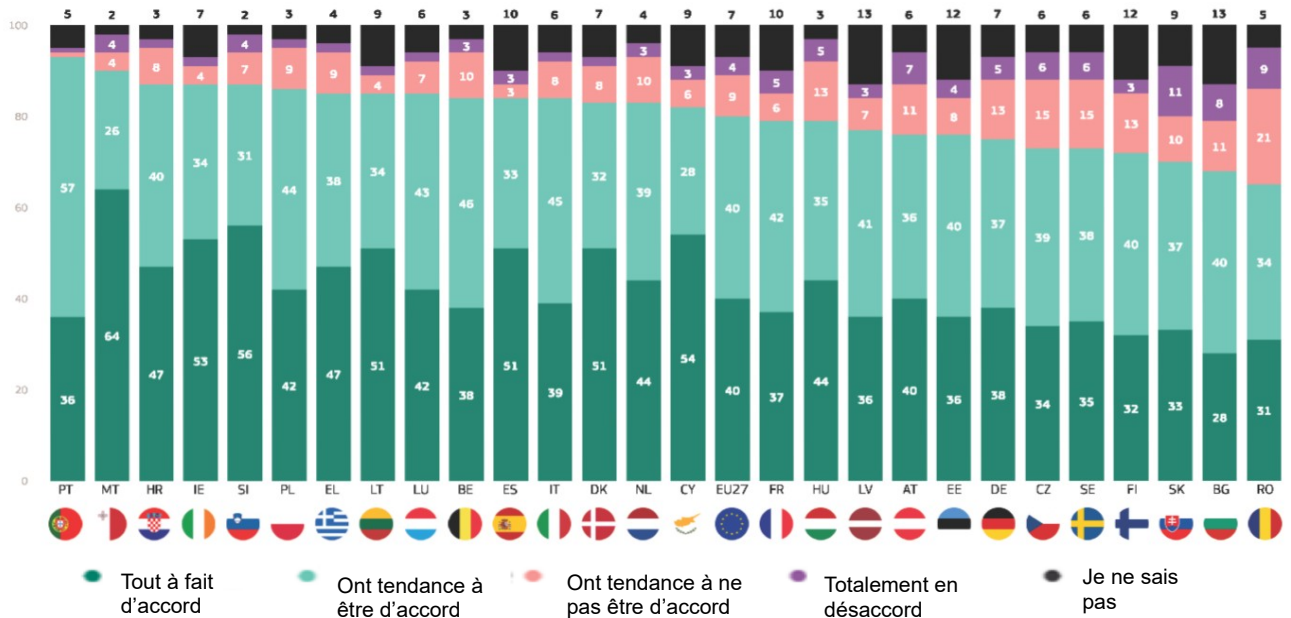
QD3.12 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. Réduire les importations de pétrole et de gaz et investir dans les énergies renouvelables est important pour notre sécurité globale (%)

	EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	
Total «Accepter»	Octobre/nov. 2023	81	81	62	61	88	75	56	88	82	89	80	88	84	87	72	84	86	83	91	83	74	89	93	69	81	68	85	91
	—Mai/ juin 2023	0	-1	-1	-4	-1	-2	-4	-2	-1	4	0	-4	0	2	-2	-4	1	-1	-3	-2	2	0	0	5	3	6	1	-2
Total «Désaccord»	Octobre/nov. 2023	13	16	24	30	8	17	25	5	11	5	10	10	11	6	12	7	9	15	6	14	20	10	2	25	16	21	8	7
	—Mai/ juin 2023	0	1	3	3	0	-1	0	0	-1	-2	2	3	-1	0	0	2	-1	1	2	2	-3	1	1	-6	-2	-6	1	1
Je ne sais pas	Octobre/nov. 2023	6	3	14	9	4	8	19	7	7	6	10	2	5	7	16	9	5	2	3	3	6	1	5	6	3	11	7	2
	—Mai/ juin 2023	0	0	-2	1	1	3	4	2	2	-2	-2	1	1	-2	2	2	0	0	1	0	1	-1	-1	1	-1	0	-2	1

Plus de six répondants sur dix dans chaque pays conviennent que les États membres de l'UE devraient acheter conjointement de l'énergie auprès d'autres pays pour obtenir un meilleur prix. Les niveaux d'accord vont de 93 % des répondants au Portugal, 90 % à Malte et 87 % en Irlande, en Croatie et en Slovaquie à 65 % en Roumanie, 68 % en Bulgarie et 70 % en Slovaquie.

Les répondants à Malte (64 %) sont beaucoup plus susceptibles que ceux d'autres pays de dire qu'ils sont «totalement d'accord», en particulier par rapport à ceux de la Bulgarie (28 %) —

QD3.13. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. Les États membres de l'UE devraient acheter conjointement de l'énergie auprès d'autres pays pour obtenir un meilleur prix (%)



Au niveau national, les changements d'opinion depuis mai-juin 2023 sont généralement faibles. L'accord a diminué dans 13 pays, le plus important enregistré à Malte (90 %, -5 points de pourcentage) et en Roumanie (65 %, -5 points de pourcentage).

En revanche, l'accord a augmenté dans huit pays, le plus important enregistré en Slovaquie (87 %, +4 points de pourcentage). L'avis reste inchangé en Tchéquie, en Estonie, en France, en Croatie, en Hongrie et au Portugal.

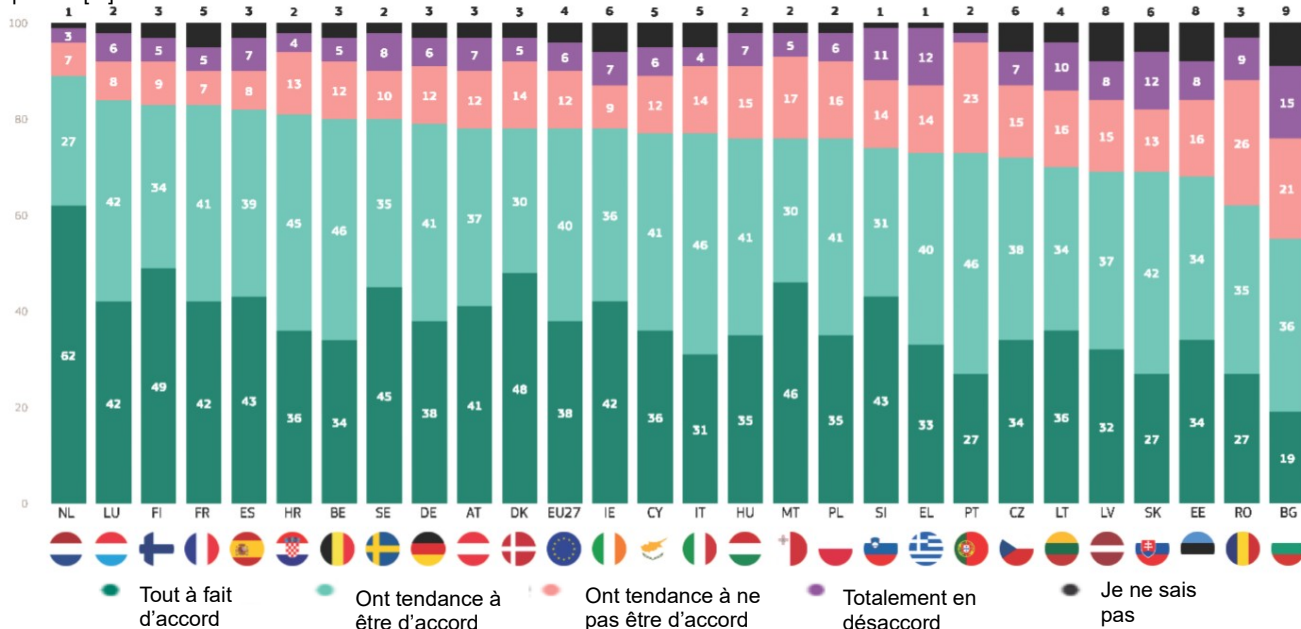
QD3.13 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. Les États membres de l'UE devraient acheter conjointement de l'énergie auprès d'autres pays pour obtenir un meilleur prix (%)

	EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»																												
Octobre/nov. 2023	80	84	68	73	83	75	76	87	85	84	79	87	84	82	77	85	85	79	90	83	76	86	93	65	87	70	72	73
—Mai/juin 2023	0	1	2	0	-2	-1	0	-3	-2	2	0	0	-1	-3	-2	-2	-2	0	-5	-2	3	1	0	-5	4	3	3	-2
Total «Désaccord»																												
Octobre/nov. 2023	13	13	19	21	10	18	12	6	11	6	11	10	10	9	10	6	9	18	8	13	18	11	2	30	11	21	16	21
—Mai/juin 2023	-1	-2	0	2	-1	0	-1	2	1	-2	0	-1	-1	4	0	-1	0	-1	5	1	-4	0	1	5	-2	-3	-2	4
Je ne sais pas																												
Octobre/nov. 2023	7	3	13	6	7	7	12	7	4	10	10	3	6	9	13	9	6	3	2	4	6	3	5	5	2	9	12	6
—Mai/juin 2023	1	1	-2	-2	3	1	1	1	1	0	0	1	2	-1	2	3	2	1	0	1	1	-1	-1	0	-2	0	-1	-2

La majorité des répondants dans chaque État membre de l'UE déclarent avoir récemment pris des mesures pour réduire leur propre consommation d'énergie ou prévoient de le faire dans un avenir proche. L'accord est le plus répandu aux Pays-Bas (89 %), au Luxembourg (84 %) et en France et en Finlande (83 % dans les deux cas), mais 55 % en Bulgarie, 62 % en Roumanie et 68 % en Estonie.

Les répondants aux Pays-Bas (62 %) sont beaucoup plus susceptibles que ceux d'autres pays de dire qu'ils sont «totalement d'accord» avec cette déclaration, et c'est particulièrement le cas lorsqu'on les compare avec ceux-ci : Bulgarie (19 %) —

QD3.14. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. Vous avez récemment pris des mesures pour réduire votre propre consommation d'énergie ou vous envisagez de le faire dans un avenir proche [%]



Les tendances nationales sont mitigées. Par rapport à mai-juin 2023, il y a 12 pays où les répondants sont maintenant moins susceptibles d'être d'accord et le déclin de l'accord est beaucoup plus important à Malte (76 %, -17 points de pourcentage) que dans d'autres pays, le deuxième plus important étant enregistré en Pologne (76 %, -7 points de pourcentage) et en Lituanie (70 %, -7 points de pourcentage).

En revanche, l'accord a augmenté dans 12 pays dont l'Autriche (78 %, +5 pp). Il n'y a pas eu de changement d'opinion en Finlande, au Portugal ou au Luxembourg.

QD3.14 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. Vous avez récemment pris des mesures pour réduire votre propre consommation d'énergie ou vous envisagez de le faire dans un avenir proche (%)

	EU-27	ÉT RE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	EL LE	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	CH EZ	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Total «Accepter»	78	80	55	72	78	79	68	78	73	82	83	81	77	77	69	70	84	76	76	89	78	76	73	62	74	69	83	80
—Mai/juin 2023	0	-1	-1	-1	-6	2	1	-6	3	1	2	-6	-1	4	2	-7	0	1	-17	-1	5	-7	0	-4	1	1	0	1
Total «Désaccord»	18	17	36	22	19	18	24	16	26	15	12	17	18	18	23	26	14	22	22	10	19	22	25	35	25	25	14	18
—Mai/juin 2023	0	0	2	1	5	-2	-2	5	-3	1	-1	6	0	-1	-2	6	0	-1	16	1	-5	7	1	3	2	0	2	-1
Je ne sais pas	4	3	9	6	3	3	8	6	1	3	5	2	5	5	8	4	2	2	2	1	3	2	2	3	1	6	3	2
—Mai/juin 2023	0	1	-1	0	1	0	1	1	0	-2	-1	0	1	-3	0	1	0	0	1	0	0	0	-1	1	-3	-1	-2	0

Compte tenu du fort soutien apporté à chaque déclaration, il n'est peut-être pas surprenant que l'analyse sociodémographique illustre un niveau élevé d'accord entre tous les groupes sociodémographiques. Il n'y a pas de différence notable d'opinion entre les hommes et les femmes, et peu de différence entre les groupes d'âge, bien que ceux âgés de 15 à 24 ans (71 %) soient moins susceptibles que les groupes d'âge plus âgés de dire qu'ils ont récemment pris des mesures pour réduire leur propre consommation d'énergie ou prévoient de le faire dans un avenir proche.

Il y a cependant des tendances intéressantes dans les résultats. Plus un répondant est resté longtemps dans l'éducation, plus il est susceptible d'être d'accord avec chaque énoncé. Par exemple, 86 % des personnes ayant terminé leurs études à l'âge de 20 ans et plus sont d'avis que l'UE devrait réduire sa dépendance à l'égard des sources d'énergie russes dès que possible, contre 76 % qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins. L'examen des catégories socioprofessionnelles montre que les gestionnaires et les travailleurs indépendants sont constamment parmi les plus susceptibles d'être d'accord, tandis que les chômeurs et les personnes au foyer sont toujours les moins susceptibles de le faire.

La situation financière influence également l'opinion. Moins un répondant éprouve de difficultés à payer des factures, plus il est susceptible d'être d'accord avec chaque déclaration. Par exemple, 83 % de ceux qui n'ont jamais ou presque jamais de difficultés à payer leurs factures sont d'accord pour réduire les importations de pétrole et de gaz et investir dans les énergies renouvelables est important pour notre sécurité globale, contre 73 % qui ont des difficultés la plupart du temps.

Il y a peu de variations cohérentes basées sur la classe sociale, bien que plus la classe à laquelle un répondant dit qu'il appartient, plus ils sont susceptibles de convenir que l'UE devrait réduire sa dépendance à l'égard des sources d'énergie russes dès que possible: 91 % des répondants qui se considèrent comme appartenant à la classe supérieure le ressentent, contre 76 % qui se considèrent comme appartenant à la classe ouvrière.

Enfin, l'image de l'UE est également influente. Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont beaucoup plus susceptibles d'être d'accord avec chaque déclaration que ceux qui ont une image négative. Par exemple, 90 % des personnes ayant une image positive de l'UE conviennent que l'UE devrait réduire sa dépendance à l'égard des sources d'énergie russes dès que possible, contre 66 % de celles qui ont une image négative.

QD3 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes. Total «accord» (% — UE)

	L'UE devrait investir massivement dans les énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire.	Accroître l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports et des biens nous rendra moins dépendants des producteurs d'énergie en dehors de l'UE	L'UE devrait réduire dès que possible sa dépendance vis-à-vis des sources d'énergie russes	Réduire les importations de pétrole et de gaz et investir dans les énergies renouvelables est important pour notre sécurité globale	Les États membres de l'UE devraient acheter conjointement de l'énergie auprès d'autres pays pour obtenir un meilleur prix	À long terme, les énergies renouvelables peuvent limiter le prix que nous payons pour notre consommation d'énergie	Vous avez récemment pris des mesures pour réduire votre propre consommation d'énergie ou vous prévoyez de le faire dans un avenir proche.
EU-27	83	82	81	81	80	78	78
Sexe							
Homme	83	83	82	81	81	78	78
Femme	83	81	80	80	79	77	78
Âge							
15-24	86	85	80	81	78	80	71
25-39	84	83	82	81	79	78	79
40-54	82	81	82	80	81	78	80
55	83	81	80	81	80	77	78
Éducation (fin de)							
-15	80	76	76	77	78	73	71
16-19	81	80	79	79	79	76	78
20	86	86	86	85	82	81	83
Continue d'étudier	89	86	82	84	79	82	76
Catégorie socioprofessionnelle							
Travailleur indépendant	88	87	85	86	82	80	83
Gestionnaires	86	85	86	85	82	82	85
Autres colliers blancs	84	82	81	82	80	79	78
Travailleurs manuels	81	81	80	80	78	77	77
Personnes de la maison	77	75	75	74	76	73	73
Chômeurs	77	76	73	73	75	69	70
Retraité	82	80	80	80	80	76	77
Étudiants	89	86	82	84	79	82	76
Difficultés de paiement des factures							
La plupart du temps	76	76	73	73	74	67	72
De temps en temps	80	78	78	78	77	76	73
Presque jamais/jamais	86	85	84	83	82	80	81
Envisager d'appartenir à							
La classe ouvrière	80	78	76	77	76	72	72
La classe moyenne inférieure	82	80	80	80	81	76	78
La classe moyenne	85	83	83	83	82	81	80
La classe moyenne supérieure	86	86	87	84	80	80	84
La classe supérieure	88	88	91	86	87	84	83
Image de l'UE							
Positif	92	90	90	90	87	87	84
Neutre	80	78	78	78	78	74	75
Négatif	69	71	66	67	67	63	72



Conclusion

Les résultats de l'Eurobaromètre standard 100 mené en octobre-novembre 2023 montrent qu'une majorité de citoyens continuent d'être satisfaits de la réponse de l'UE et de leur gouvernement national à l'invasion russe de l'Ukraine. Il y a eu peu de changements depuis mai-juin 2023: en fait, les niveaux de satisfaction sont restés relativement stables depuis juin-juillet 2022.

Comme cela a été le cas en mai-juin 2023, la satisfaction au niveau national demeure très variable à l'égard tant de la réponse de l'UE que, plus particulièrement, de la réaction du gouvernement national. La majorité des 23 États membres sont satisfaits de la réponse de l'UE et la satisfaction a augmenté dans 13 pays. Toutefois, à Chypre, en Grèce, en Slovaquie et en Tchéquie, les répondants sont plus susceptibles d'être insatisfaits que satisfaits. Les répondants de ces pays (ainsi qu'en Bulgarie, en Espagne, en Slovaquie et en Autriche) sont également plus susceptibles d'être insatisfaits que satisfaits de la réponse de leur gouvernement national à l'invasion. La satisfaction à l'égard de la réponse du gouvernement national a diminué dans 17 États membres depuis mai-juin 2023.

Dans une tendance observée pour la première fois en janvier-février 2023, l'édition actuelle de l'enquête a montré que la satisfaction des Européens à l'égard de certains aspects de la réponse de l'UE à l'invasion de l'Ukraine a continué de diminuer. Par rapport à mai-juin 2023, les citoyens sont désormais moins susceptibles d'accepter de financer l'achat et la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine, d'apporter un soutien financier à l'Ukraine et d'accorder à l'Ukraine le statut de candidat en tant que membre potentiel de l'UE, bien que, dans chaque cas, les majorités restent d'accord.

Le soutien le plus fort est apporté à la fourniture d'un soutien humanitaire aux personnes touchées par la guerre et à l'accueil des personnes de l'UE fuyant la guerre, plus de huit sur dix ayant donné leur accord dans chaque cas. Au moins sept sur dix sont d'accord pour apporter un soutien financier à l'Ukraine et pour imposer des sanctions économiques au gouvernement, aux entreprises et aux particuliers russes.

Bien qu'au moins six sur dix soient d'accord pour interdire à des médias publics tels que Spoutnik et Russia Today de diffuser dans l'UE, l'UE accorde à l'Ukraine le statut de candidat à l'Union européenne ou finance l'achat et la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine, mais au moins un quart d'entre eux ne sont pas d'accord avec chaque action. En Finlande, en Suède et au Portugal, la Finlande, la Suède et le Portugal soutiennent systématiquement fortement les actions de l'UE, tandis que le soutien est toujours faible en Slovaquie et en Bulgarie.

Les trois quarts des Européens conviennent qu'en s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs européennes, et une majorité dans chaque État membre s'accorde.

Plus de huit Européens sur dix sont d'accord que la guerre en Ukraine a de graves conséquences économiques pour leur pays, et plus des deux tiers dans chaque État membre pensent de cette façon. La proportion d'accords sur la guerre a eu de graves conséquences financières pour eux personnellement a diminué depuis la dernière vague de l'enquête, mais représente toujours une majorité. Toutefois, ce résultat masque des variations considérables au niveau national, avec des résultats allant de plus de neuf sur dix au Portugal qui sont d'accord pour un peu plus de trois sur dix aux Pays-Bas.

Une grande majorité d'Européens continue de considérer l'invasion de l'Ukraine comme une menace pour la sécurité. Près de huit personnes sur dix pensent que l'invasion constitue une menace pour la sécurité de l'UE, tandis que près des trois quarts conviennent qu'il s'agit d'une menace pour la sécurité de leur pays. Les répondants en Suède, en Finlande, au Danemark et en Pologne sont les plus susceptibles de considérer l'invasion comme une menace tant pour la sécurité de l'UE que pour la sécurité nationale.

Étant donné que les citoyens continuent de percevoir une menace pour la sécurité liée à l'invasion, il n'est pas surprenant que cette dernière enquête montre un soutien ferme et constant à la coopération en matière de défense et à l'augmentation des dépenses militaires, avec presque aucun changement depuis mai-juin 2023.

Près de huit sur dix conviennent que la coopération en matière de défense au niveau de l'UE devrait être renforcée, et plus des trois quarts conviennent que l'achat d'équipements militaires par les États membres devrait être mieux coordonné. Près de sept répondants sur dix sont d'accord pour dire que l'UE doit renforcer sa capacité à produire des équipements militaires, et près des deux tiers sont d'avis que davantage d'argent devraient être dépensés pour la défense dans l'UE. Le soutien à chacune de ces mesures est toujours élevé parmi les répondants au Portugal, en Pologne, en Lituanie et aux Pays-Bas, mais toujours faible parmi ceux d'Autriche, de Slovaquie, de Slovaquie et de Bulgarie.

L'invasion de l'Ukraine continue d'avoir un impact significatif sur la sécurité énergétique et l'orientation de la politique énergétique dans l'UE. Plus de sept sur dix sont d'accord avec une série d'orientations de la politique énergétique résultant des impacts de l'invasion sur la sécurité énergétique, et le soutien est resté stable depuis mai-juin 2023.

Il reste un fort soutien aux énergies renouvelables et aux politiques visant à renforcer la sécurité énergétique. Plus de huit sur dix sont d'accord pour dire que l'UE devrait investir massivement dans les énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire, tandis que près de huit sur dix conviennent qu'à long terme, les énergies renouvelables peuvent limiter le prix qu'elles paient pour leur consommation d'énergie. Au niveau national, ces politiques bénéficient du soutien le plus fort à Malte et à Chypre et du soutien le plus faible en Bulgarie, en Tchéquie, en Estonie et en Roumanie.

En ce qui concerne la sécurité énergétique, au moins huit sur dix conviennent que l'UE devrait réduire sa dépendance à l'égard des sources d'énergie russes dès que possible, que l'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports et des biens rendra l'UE moins dépendante des producteurs d'énergie en dehors de l'UE, et que la réduction des importations de pétrole et de gaz et les investissements dans les énergies renouvelables sont importants pour la sécurité globale. Huit sur dix conviennent que les États membres de l'UE devraient acheter conjointement de l'énergie auprès d'autres pays pour obtenir un meilleur prix. Au niveau national, ces politiques bénéficient d'un soutien constant au Portugal, mais un soutien toujours faible en Slovaquie, en Bulgarie, en Roumanie et en Tchéquie.

Les Européens sont également prêts à agir à un niveau personnel pour économiser de l'énergie. Près de huit personnes sur dix ont récemment pris des mesures pour réduire leur propre consommation d'énergie ou prévoient de le faire dans un avenir proche. Au niveau national, une majorité dans chaque pays indique qu'ils ont pris ou envisagent de prendre des mesures d'économie d'énergie.

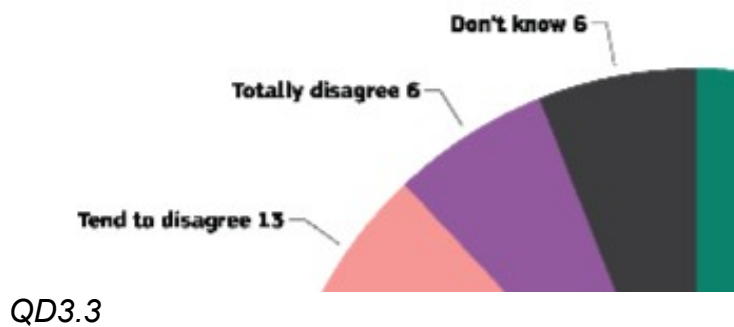
Conformément à la vague précédente, un examen des résultats sociodémographiques actuels montre peu de différences notables d'opinion en fonction de l'âge ou du sexe. Cependant, cela montre que la situation financière et les niveaux d'éducation sont influents. Les répondants qui ont terminé leurs études à un âge plus jeune et ceux qui éprouvent de plus grandes difficultés à payer leurs factures sont moins susceptibles d'être satisfaits des réponses de l'UE et des États membres à la guerre et plus susceptibles de signaler de graves conséquences financières personnelles dues à la guerre. Ces groupes sont également moins susceptibles de soutenir une coopération et des dépenses accrues dans le domaine de la défense ou les orientations proposées en matière de politique énergétique.

Commentaires

(Pierre Dieumegard)

Le document initial lui-même(<https://europa.eu/eurobarometer/api/deliverable/download/file?deliverableId=90583>) est difficile à utiliser, car il y a peu ou pas de «texte»: il est impossible de rechercher un mot spécifique, il est impossible de copier/coller une partie du document.

Les illustrations sont imprécises: le texte et les chiffres sont difficiles à lire.



Nous espérons que cette version améliorée la rendra plus facile à utiliser.